

BRÈVE DES CONFLITS

Émetteur : Centre d'études stratégiques Terre (CEST) /
Bureau observatoire des conflits (BOC)

| 17 |

17/12/2024

Décembre 2024

Ce document ne constitue pas une position officielle de l'armée de Terre

Résumé

La brève 17 vient clore une année 2024 qui a été particulièrement belligère. C'est pourquoi sa table des matières est dense. Elle reflète l'évolution impétueuse de la guerre qui voit le barycentre polémologique se déplacer vers le Proche et Moyen-Orient, où le monde pourrait être confronté à son chemin de Damas.

Dans cette zone, la brève propose une esquisse de comparaison entre les guerres israélo-libanaise de 2006 et celle de 2023/2024, présente les drones du Hezbollah et la menace qu'ils représentent pour Tsahal, réétudie la qualification juridique de la guerre de Gaza déjà évoquée dans les précédents numéros et trace les premiers contours du bouleversement en Syrie, proposant une biographie du nouveau maître de Damas.

Sur le théâtre russo-ukrainien, d'une part, un fait technologique, l'apparition du missile Oreshnik, doublé d'un fait médiatique, l'hypothétique engagement d'unités nord-coréennes en appui des forces russes, doivent être soulignés. D'autre part, la mise en perspective de la théorie des jeux appliquée au camp de Kiev/Kyiv aide à esquisser l'horizon de la guerre en 2025.

En Afrique, région du monde où le conflit russo-ukrainien se poursuit, les exactions de Wagner sont bien répertoriées et commencent à lasser, cependant qu'en Afrique Centrale, le Tchad oscille entre souveraineté et lutte contre le terrorisme.

Enfin, la brève fait la recension de deux ouvrages dédiés aux crises actuelles : « Vers la guerre » du ministre des Armées, Sébastien Lecornu, qui décrit les formes que revêtent les conflits - essentiellement asymétriques, et « How good it is I have no fear of dying » de Lara Marlow, qui relate l'histoire de la jeune Yulia Mykytenko, lieutenant féminin ukrainien qui commande un peloton de reconnaissance engagé dans la guerre russo-ukrainienne et dont l'auteur a été interviewé par une assistante de recherche du BOC.

LCL (Dr. HDR) Olivier ENTRAYGUES, responsable de l'Observatoire des conflits



SOMMAIRE

ZONE PROCHE ET MOYEN-ORIENT	4
1. Guerres israélo-libanaise : tentative de comparaison 2006 - 2023/2024	4
a) Cadre général et similitudes	4
b) Différences entre les causes du conflit	5
c) Buts stratégiques des opérations	5
d) Déroulement général des opérations	6
e) Évolutions marquantes et possibles facteurs de supériorité	7
f) Conclusion	8
2. La menace drone du Hezbollah : l'élève donne une leçon au maître	8
a) Une menace qui passe sous le radar	9
b) Prioriser les menaces	10
c) <i>Big and expensive is beautiful</i>	10
d) Le faisceau laser comme arme fatale ?	11
3. Qualification juridique de la guerre de Gaza à l'aune de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 19 juillet 2024	12
a) Clarification sur le régime juridique applicable à Gaza avant le 7 octobre	12
b) Essai de qualification juridique de la guerre de Gaza	13
4. Le sursaut syrien	15
a) Contexte	15
b) Observations	16
c) Perspectives	17
5. Abou Mohammed Al-Jolani : analyse opérationnelle et stratégique	18
a) Origines et contextes de radicalisation	18
b) Ascension au sein du jihad transnational	18
c) Séparation d'Al-Qaïda et redéfinition stratégique	19
d) Conquêtes militaires et consolidation en 2024	19
e) Leadership et gestion de pouvoir	20
f) Défis actuels et enjeux stratégiques	20
g) Scénarios d'évolution et conséquences stratégiques	21
h) Conclusion	21

ZONE EUROPE – CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN22

- 6. Missile Oreshnik « Noisetier »22
- 7. Mise en contexte de la question nord-coréenne dans le débat informationnel et médiatique23
 - a) **Etat des lieux** 24
 - b) **Quels apprentissages et quelles projections pour l’après ?** 27
- 8. La théorie des jeux appliquée au conflit russo-ukrainien27
 - a) **Définition du concept : dilemme du prisonnier et équilibre de Nash** 27
 - b) **Mise en perspective dans le cadre du conflit russo-ukrainien** 28
 - c) **Conclusions politiques et militaires** 28

ZONE AFRIQUE & EXTENSION DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN30

- 9. Wagner en Afrique : cinq ans de tueries30
 - a) **Contexte** 30
 - b) **Faits** 30
 - c) **Analyse** 31
 - d) **Conclusion et perspectives** 31
- 10. Le Tchad, entre souveraineté et lutte contre les groupes armés32
 - a) **Introduction** 32
 - b) **Le Tchad, position stratégique en Afrique** 32
 - c) **Le Tchad et la France** 33
 - d) **Le lac Tchad et la lutte contre les groupes armés terroristes** 34
 - e) **Conclusion** 35

PRESENTATION D’OUVRAGES36

- 11. « Vers la guerre » de Sébastien Lecornu36
- 12. « *How good it is I have no fear of dying* » de Lara Marlow & Yulia Mykytenko .38

ZONE PROCHE ET MOYEN-ORIENT

Alors que le cessez-le-feu au sud-Liban, même violé à de nombreuses reprises par Tsahal pour annihiler définitivement la menace pesant sur Israël, pouvait laisser espérer un calme relatif dans la zone, la guerre pour Gaza continue et l'écroulement du château de cartes syrien vient encore bouleverser la donne : tout en étant déjà en lutte contre ce qu'il est convenu d'appeler les trois H (Hamas, Hezbollah et Houthis), Israël est soudainement intervenu brutalement en Syrie pour éviter de se trouver face à un quatrième H (le HTS), perçu comme susceptible de devenir rapidement une nouvelle menace armée.

L'attitude israélienne – soutenue par les Etats-Unis, peut être perçue comme militairement pragmatique, mais elle s'exonère résolument, une fois de plus, de tout respect des règles de droit en vigueur pour la communauté internationale, à qui même les nouveaux dirigeants syriens semblent vouloir donner des gages de crédibilité.

Force est toutefois de constater, si la barbarie est tombée à Damas en même temps que les symboles de pouvoir du clan Al-Assad, qu'il faut s'interroger en effet sur la capacité des rebelles syriens à tenir dans la durée une position jusqu'ici modérée, que ce soit par évolution politique calculée ou par incapacité à maintenir la cohésion de la mosaïque de groupes qu'ils représentent.

LCL Jean-Luc INGELET, chef de section Proche et Moyen-Orient et directeur des études du BOC

1. Guerres Israélo-libanaise : tentative de comparaison 2006 - 2023/2024

COL © Cyrille BARBIE de PREAUDEAU

Le cessez-le-feu fragile entre Israël et le Hezbollah vient d'être signé et il est possible d'esquisser un début de comparaison entre la guerre de 2006 et celle de 2023/2024. La durée et les modalités des deux interventions n'ont de fait rien à voir : dans le premier cas, il s'agissait d'une guerre totale de 33 jours se terminant par un cessez-le-feu encadré par une résolution de l'ONU¹ et, dans le deuxième, le conflit a représenté près de 400 jours de combats sous différentes formes. L'actuel cessez-le-feu rappelle toutefois la nécessité de mise en œuvre intégrale de la résolution votée dix-huit ans plus tôt.

a) Cadre général et similitudes

Pour l'état-major israélien, la mission a toujours été la même : repousser momentanément la menace que font peser sur le nord d'Israël l'idéologie du Parti de Dieu et l'arsenal qu'il a accumulé dans la zone comprise entre la *Blue Line* (BL) et le fleuve Litani.

Le contexte général est aussi globalement identique : le Hezbollah est un Etat dans l'Etat faible libanais, les FAL sont absentes² ou ferment les yeux, la population est globalement complice, la FINUL est en non-

¹ La résolution 1701 de 2006, réclamant le désarmement des groupes armés et le déploiement des Forces Armées Libanaises (FAL) dans la zone située au Sud du fleuve Litani, n'a jamais été respectée.

² En 2006, les FAL n'étaient pas déployées au sud-Liban.

observation (induite par les termes de sa mission) de ce qui se passe sous ses yeux (présence de tunnels construits tout-près de ses infrastructures, par exemple, ou accumulation d'armes et de munitions dans des constructions civiles servant d'entrepôts).

Dans les deux cas, il y a parallèlement des évacuations massives de civils (un million de Libanais environ et près de 100 000 Israéliens), et de nombreux dommages collatéraux combinés à des crimes de guerre dont aucun des belligérants ne semble avoir cure.

Les points communs s'arrêtent toutefois là et les positions du binôme Ehud Olmert/CEMA (air) Dan Halutz n'ont rien à voir avec celles du tandem Benjamin Netanyahu/CEMA (terre) Herzi Halevi.

b) Différences entre les causes du conflit

Les deux opérations diffèrent tout d'abord par le prétexte déclencheur : en 2006, l'enlèvement de deux soldats (en vue d'un possible échange de prisonniers) et la mort de deux autres dans les rangs de Tsahal avaient provoqué une réaction non planifiée et exécutée à la hâte. Un projet d'intervention par moyens aériens uniquement avait alors séduit l'armée israélienne, qui avait vite dû déchanter et envoyer des troupes au sol, où elles s'étaient largement embourbées faute de renseignements fiables. Dix-huit ans plus tard, c'est la volonté d'ouvrir un deuxième front pour soulager le Hamas de Gaza qui a provoqué les premières attaques par tir de projectiles de la part du Hezbollah.

Dans les deux cas, toutefois, l'initiative des hostilités est revenue au parti de Dieu.

c) Buts stratégiques des opérations

En 2006³, le Premier ministre annonçait qu'Israël ne ferait pas d'échange de prisonniers, que Hassan Nasrallah serait éliminé physiquement, que le Hezbollah serait démantelé - sans invasion du Liban, se fixant ainsi des objectifs très ambitieux avec une marge de manœuvre réduite. L'opération israélienne de représailles avait pour but de mettre le gouvernement libanais à genoux afin de l'obliger à coopérer et de tenter de dissocier la masse de la population des combattants du Hezbollah. Il s'ensuivit le choix de détruire les infrastructures vitales, les routes et les ponts, essentiellement par moyens aériens. La conséquence de ce choix fut de précipiter des efforts diplomatiques pour faire « cesser le massacre » et aboutir à tout prix à une cessation rapide des hostilités, le travail de « pacification » n'étant pas achevé malgré l'entrée en scène tardive de l'armée de terre.

En 2024, le but stratégique affiché est de ramener dans leurs foyers les quelque 60 000 déplacés des villages de Galilée et d'imposer la mise en œuvre de la résolution 1701, l'intervention israélienne étant planifiée dès l'origine avec une composante terrestre ayant manqué en 2006. Considérant qu'ils avaient mis Gaza au pas, les militaires israéliens ont pris leur temps pour démarrer l'opération terrestre au sud-Liban en donnant aux troupes la possibilité de se réorganiser. Le principe de concentration des efforts a été parfaitement respecté. La coopération avec les services de renseignement a été totale et, pendant les préparatifs, l'aviation israélienne modelait son ennemi au nord de la frontière.

³ http://portail-cdec.intradef.gouv.fr/publications/cahiers_drex/Cahier_RETEX/Zones_Geo/docs/juillet_israelo_hezbollah.pdf

d) Déroulement général des opérations

- 2006 (guerre dite des « 33 jours »)

12 juillet : attaque du Hezbollah et premiers raids aériens israéliens sur le Liban.

13 juillet : début des tirs de roquettes quotidiens du Hezbollah sur le nord d'Israël (environ 4000 en tout). Mise en place d'un blocus général contre le Liban y compris par voie maritime. Raids aériens sur des infrastructures civiles, notamment l'aéroport international de Beyrouth.

15 juillet : frappes aériennes sur le quartier-général du Hezbollah au sud de Beyrouth.

16 juillet : Premiers tirs de roquettes du Hezbollah sur Haïfa.

17 juillet : évacuation massive de ressortissants étrangers et déplacement d'un demi-million de personnes au Liban, faisant craindre une catastrophe humanitaire. Le secrétaire général de l'ONU propose le déploiement d'une force internationale de stabilisation au Sud-Liban.

20 juillet : premiers combats terrestres qui conduiront les IDF⁴ jusqu'à Bint Jbeil, bastion du Hezbollah.

10 août : offensive générale terrestre israélienne.

11 août : le Conseil de sécurité approuve la Résolution 1701.

13 août : le Hezbollah lance 246 roquettes.

14 août : entrée en vigueur du cessez-le-feu.

- 2023/2024

8 octobre 2023 : premiers tirs de roquettes du Hezbollah en réaction aux attaques du Hamas ;

Octobre 2023 : rappel de 300 à 360 000 réservistes israéliens à travers le monde ;

2023/2024 : échanges de tirs quotidiens au Nord-Israël/Sud-Liban ;

2024 : évacuation progressive et méthodique des villages de Galilée ; ripostes adaptées au front Nord en attendant que la bande de Gaza soit considérée sous contrôle ;

17 et 18 septembre 2024 : explosion provoquée⁵ des « beepers » et des talkiewalkies de l'élite hezbollahie ; à compter du 23 septembre, début de l'opération « *Northern Arrows* », bombardement de plusieurs zones du Sud et de la Bekaa (1600 tués), déplacement d'1,5 millions de Libanais fuyant les combats ;

27 septembre 2024 : destruction du QG d'Hassan Nasrallah à Beyrouth entraînant son décès ;

30 septembre : début de l'offensive terrestre « *Northern Arrows* » et attaque de postes de la FINUL dont Israël réclame le départ, frappes aériennes ciblées dans la profondeur (Beyrouth et banlieues chiites) ;

27 novembre : instauration du cessez-le-feu⁶ ; 70% de l'arsenal⁷ hezbollahi aurait été détruit et les tunnels découverts sont désormais détruits ou surveillés de près.

⁴ IDF, Israeli Defense Forces ou Forces de Défense Israéliennes (FDI)

⁵ 42 morts et 3000 blessés.

⁶ L'arrêt des combats est violé pendant encore quelques jours par la partie israélienne pour « nettoyer » la plupart des infrastructures perçues comme hostiles, voire détruire certains villages chiites d'une zone tampon entre le fleuve Litani et la Blue Line.

⁷ Selon les estimations, le parti de Dieu aurait lancé de 15000 à 20000 projectiles depuis octobre 2023.

- Bilan comparatif des pertes

	Guerre de 2006 (33 jours)	Guerre de 2023-2024 (400 jours environ)
IDF/Tsahal	120 à 150	71 dont 54 depuis le début des opérations terrestres
Hezbollah	600	≥ 3000 ⁸ dont la plupart des cadres du mouvement
Armée libanaise	40	19
Civils israéliens	100	50
Civils libanais	1200	3850
Total	≥ 2060	≥ 6900

e) Évolutions marquantes et possibles facteurs de supériorité

Des lacunes avaient été décelées lors de l'intervention israélienne de 2006 : au niveau stratégique, absence de lisibilité dans l'état final recherché ; erreurs flagrantes de communication ; non-discrimination des cibles, manque de coordination interarmées et inter-agences (le Mossad n'était pas intervenu). Au niveau tactique, Tsahal souffrait d'une perte des savoir-faire de la guerre de haute intensité, avec sous-entraînement des unités, plus habituées à mener des opérations de police qu'à lutter contre un ennemi organisé ; manque d'infanterie pour accompagner les chars, faiblesse de la chaîne logistique... Ces lacunes ont manifestement été corrigées.

En ce qui concerne le Hezbollah, s'il avait su en 2006, conserver le soutien de la population libanaise, c'est beaucoup moins le cas 18 ans plus tard⁹.

Améliorations dans la formation militaire et dans la communication

Les onze mois d'expérience au Sud ont largement été mis à profit par Tsahal : le soldat israélien est plus aguerri et le besoin de coordination interarmes/interarmées a été pris en compte. En termes de communication, Marc Hecker, chercheur à l'IFRI, écrivait en 2009¹⁰ que « les communicants israéliens avaient déjà tiré plusieurs leçons de l'échec partiel de la guerre contre le Hezbollah » : ne pas fixer d'objectifs trop précis, encadrer l'accès à la zone de guerre pour les journalistes, interdire le téléphone portable aux soldats sur le terrain. Tsahal a pris en compte le fait que « la blogosphère et les nouveaux médias sont une autre zone de guerre » et, en 2024, toute la communication officielle est alignée sur des messages cohérents, loin de la cacophonie de 2006.

Cependant, ajoutait déjà le chercheur en 2009, « même les meilleurs communicants ne peuvent réussir à empêcher que le « fort » soit mis en cause pour son usage « disproportionné » de la force et que le faible ne retourne sa défaite militaire en une victoire politique ».

⁸ 500 avant l'explosion provoquée des beepers ; après le Hezbollah a cessé de communiquer sur le nombre de victimes mais Israël avance la neutralisation de plus de 3500 membres du Parti de Dieu.

⁹ Voir l'article de l'Express du 29 juillet 2024 signé Alix L'Hospital & Mary Clare Roche : <https://www.arabbarometer.org/media-news/les-libanais-soutiennent-ils-le-hezbollah-les-resultats-surprenants-dune-vaste-enquete/>. Seuls 30% de la population libanaise soutiennent le parti de Dieu, ce qui correspond plus ou moins à la part que les chiïtes représentent dans le pays.

¹⁰ Rue 89, article du 22 janvier 2009, <https://www.ifri.org/fr/presse-contenus-repris-sur-le-site/communication-de-guerre-israelienne-gaza-et-les-lecons-de-2006>

Améliorations techniques et coordination renseignement

Les arsenaux se sont modernisés entre les deux guerres. La protection des blindés israéliens, par exemple, a été revue avec le dispositif de contre mesure *Iron fist trophy*.

Dans les deux périodes de conflit, le Hezbollah a, pour sa part, tiré de nombreuses roquettes sur les villages de la zone nord de l'Etat hébreu et, la technologie aidant, a même atteint des centres vitaux israéliens, dont la ville de Tel-Aviv (en novembre 2024) ou, par drone armé, un centre de formation de la brigade Golani le 13 octobre 2024, faisant 4 morts et une soixantaine de blessés. La portée des lanceurs a donc manifestement progressé. En 2006, les drones d'observation avaient été massivement utilisés par Tsahal ; désormais ces drones sont armés et utilisés par tous les belligérants.

Enfin l'appareil de renseignement israélien a montré sa compétence avec l'affaire des beepers/talkiewalkies et des exécutions ciblées sur indications précises, ce qui a limité les dégâts collatéraux si nombreux en 2006. Le Hezbollah, quant à lui, a semblé surpris par l'attaque du Hamas autour de Gaza le 7 octobre 2023, suggérant un relatif manque de coordination entre alliés.

f) Conclusion

En 2006, le Hezbollah avait pu sortir du conflit la tête haute. Désormais, sous les sourires de façade et les signes victorieux, on décèle une grande fatigue : toute la zone Sud reste à reconstruire. La victoire israélienne actuelle est surtout d'avoir réussi à découpler le tandem Hamas/Hezbollah, ce dernier acceptant de cesser le combat¹¹ sans que la cause de son « allié » soit entendue ; le deuxième succès israélien de 2024 est la décapitation systématique de la hiérarchie du Hezbollah (lignée laissée en place en 2006).

Le retour des déplacés dans leurs lieux de résidence n'est, quant à lui, pour l'instant pas à l'ordre du jour, pour les Israéliens comme pour les Libanais.

Force est de constater, dans **ces conflits asymétriques actuels, que la supériorité aérienne n'est rien sans déploiement d'une composante terrestre pour sécuriser dans la durée des territoires pouvant menacer militairement parlant.**

2. La menace drone du Hezbollah : l'élève donne une leçon au maître

COL ® Benoît de La RUELLÉ

Les drones s'avèrent être une arme efficace du Hezbollah, causant morts, blessés, dommages importants et de sérieux maux de tête à l'armée de l'Air israélienne (en Israël, l'ensemble de la défense sol-air est de la responsabilité de cette dernière). Comment ces armes simples déjouent-elles la défense israélienne et pourquoi Israël semble-t-il avoir négligé cette menace ces années passées ? Quelles sont les solutions envisageables à court et moyen terme ? Quelles similitudes et différences avec la lutte anti-drone mise en œuvre dans le cadre de la guerre russo-ukrainienne ?

¹¹ Hassan Nasrallah refusait tout cessez-le-feu sans arrêt des combats à Gaza, mais son successeur Naïm Qassem a changé de position.

a) Une menace qui passe sous le radar

Depuis le 8 octobre 2023, le Hezbollah a lancé environ 1200 drones contre le territoire israélien. D'autres ont été lancés depuis la Syrie, l'Irak et le Yémen. Environ 225 ont atteint leur objectif, ce qui traduit un taux d'interception d'environ 75 %. Résultat : au moins 8 Israéliens sont morts et des dizaines ont été blessés à cause des drones. A cela il faut rajouter le coût économique des destructions mais également les incessantes alertes, y compris fausses, qui obligent la population à se réfugier aux abris, générant des troubles économiques, pratiques et psychologiques.

Alors que les différentes couches de la défense sol-air ont prouvé leur efficacité face aux missiles balistiques et aux roquettes (Dôme de fer, Fronde de David, *Arrow 2* et 3), la menace drone n'est pas encore suffisamment bien prise en compte et la parade idéale reste à inventer. Mal anticipé, ce problème **doit aujourd'hui être résolu en urgence. Pourtant, la première attaque de drone du Hezbollah remonte à novembre 2004.** Le Hezbollah a accumulé depuis lors des drones iraniens jusqu'à constituer une division des drones, appelée Unité 127. En décembre 2022, l'armée de l'Air israélienne a bombardé cette unité, mais la menace est restée sous-estimée. Après la frappe de drone contre la base de la brigade Golani à Binyamina, le 13 octobre 2024, le CEMAA israélien a fixé comme priorité opérationnelle la destruction **de tout opérateur et commandant de l'Unité 127** : le drone tueur ayant frappé la Golani avait disparu des radars à environ 50 km au nord-est de Saint Jean d'Acre (Akko) avant de frapper la salle à manger de la base, tuant 4 soldats et en blessant des dizaines. L'enquête a démontré que l'écho radar du drone était momentanément apparu à nouveau mais avait été confondu avec des oiseaux. L'appel à la police d'un civil l'observant à l'œil nu, a bien été retransmis à l'armée de l'Air, qui l'avait ensuite confondu avec un hélicoptère et, des hélicoptères de l'armée volant dans la zone, la menace n'avait pas été suffisamment caractérisée. Le CEMAA a donc décidé d'augmenter la marge d'erreur dans l'interprétation des échos radars, ce qui signifie plus d'alertes et de fausses alertes. Par ailleurs, le Hezbollah sait coordonner le lancement des drones avec des roquettes et des missiles de précision, augmentant la chance de ceux-ci de passer inaperçus.

Les drones du Hezbollah sont difficiles à détecter ; ils peuvent être de petite taille, lents, voler à faible altitude dans les vallées de Galilée ; lancés près de la frontière, le temps pour les détecter est très réduit. Composés de divers matériaux, ils peuvent être confondus avec des oiseaux, notamment des grues, très présentes dans la région. Des essaims de grues ont été détectés et même pris pour cibles par des missiles intercepteurs. Le problème majeur réside donc dans la détection : une fois détecté, le drone est difficile à suivre ; une fois suivi, il reste difficile de diriger un avion contre lui. Sans parler de son identification, l'armée ayant failli abattre un drone de l'unité de défense de la ville de Métulla.

Jusqu'à très récemment, dans l'ensemble des missions de l'armée de l'Air israélienne sur le front Nord (détruire les missiles de précision du Hezbollah, empêcher l'implantation iranienne en Syrie, appuyer les opérations au sol), la lutte contre les drones **n'a pas été une priorité.** Israël, pourtant le pays pionnier des **drones, n'a pas observé suffisamment la guerre en Ukraine, les drones iraniens Shahed 131 et 136 volant** maintenant presque quotidiennement pour saturer la défense sol-air ukrainienne et infliger des **dommages à l'économie de guerre ukrainienne.** Le Hezbollah dispose pourtant de ces types de drones et d'autres, comme le drone Karar (capable de lancer des bombes et des missiles) ou bien des drones chargés de recueillir des informations (par exemple, survol de la zone industrielle et de la base navale de Haïfa, en mai 2024).

b) Prioriser les menaces

Le problème réside dans le fait que les radars de détection de l'armée de l'Air scrutent surtout la haute altitude (roquettes, missiles) alors que les drones peuvent voler à basse, voire très basse, altitude en s'adaptant à la topographie. Le système Dôme de fer a subi des adaptations pour prendre cette menace en compte, mais le résultat demeure insuffisant et est divertit de ce pour quoi il a été conçu, sans parler du coût démesuré des interceptions. Le drone reste donc une menace mais pas suffisamment forte pour détourner des ressources rares. Autrement dit, pour certains responsables militaires israéliens, les drones ne constituent pas ou pas encore une menace existentielle, et donc cette menace reste dans les faits une menace de second rang. Les partisans de cette théorie l'illustrent par les résultats excellents obtenus dans la nuit du 13-14 avril contre la vague de missiles, roquettes et drones iraniens lancée contre Israël et réitérée le 1er octobre. Ils soulignent que si l'effort avait été porté dans la lutte anti-drone plutôt que contre la menace missile, les dégâts auraient été bien plus importants, compte tenu des charges militaires que les uns et les autres transportent. Les critiques contre les frappes réussies de drones du Hezbollah ont ainsi versé dans l'absurdité : les 95% d'interception réussies des systèmes Dôme de fer, Fronde de David et *Arrow 2* et 3 étant censées démontrer l'échec, tout relatif, d'un taux d'interception avoisinant les 75% pour les drones. Sans oublier de mentionner que, depuis le 7 octobre 2023, les interceptions de roquettes et de missiles se comptent en dizaines de milliers (autour de 22 000), et les drones en centaines. Les termes utilisés de « scandale » ou « échec » ne reflètent ainsi pas la réalité, bien que ce taux d'interception demeure insatisfaisant, comme le souligne le CEMAA lui-même.

Si Israël sait bien se protéger contre différents types de menaces (les missiles, les roquettes), il doit progresser dans la lutte anti-drone.

c) *Big and expensive is beautiful*

Israël s'est longtemps pensé comme non menacé sérieusement par les drones, et a longtemps considéré posséder plusieurs longueurs d'avance dans ce domaine¹². Les militaires accusent plutôt silencieusement la classe politique de ne pas lui avoir accordé les budgets suffisants pour développer les parades adéquates. L'armée de l'Air et les grosses entreprises de la BITD israélienne ont privilégié des solutions coûteuses. Selon certains chefs d'entreprises de tailles plus réduites, l'armée de l'Air est réticente à envisager des solutions bon marché et non prestigieuses contre les drones, pourtant un appareil aussi sophistiqué que le F-35 ne peut pas déjouer une attaque isolée de petit drone. Aujourd'hui, en urgence et sous la contrainte, le département R&D du ministère de la Défense développe des solutions.

Dans le secteur aéronautique, le drone étant parfois considéré comme un anti-progrès (structure basique, propulsion à hélice), la parade serait à rechercher de ce côté. Ainsi la réintroduction au service actif du canon à 6 tubes de 20 mm Vulcain dans sa variante « Racquet », capable de tirer 6000 coups/minute, retiré des véhicules blindés en 2006 est-elle envisagée pour assurer la défense d'installations sensibles contre la menace drone¹³. Le Vulcain pourrait augmenter le taux d'interception de 5 à 10%. Cette solution peu coûteuse ne règle toutefois pas la difficulté de la détection, le problème restant plus d'intercepter les drones à un coût raisonnable que l'interception elle-même.

¹² Israël investit dans les drones à la suite de la Guerre de Kippour en 1973, observant que nombre de ses avions ont été abattus par des SAM non décelés auparavant. Le drone doit permettre de disposer de renseignement en temps réel sur le champ de bataille.

¹³ Le déploiement des Gepard allemands en Ukraine semble donner des résultats satisfaisants.

La solution pourrait être le brouillage par des moyens de guerre électronique, mais celle-ci peut perturber les propres systèmes israéliens. Contrairement aux belligérants ukrainien et surtout russe, l'armée israélienne ne semble pas avoir misé sur la guerre électronique pour perturber les drones du Hezbollah. Pourtant, déployé jusqu'aux plus bas niveaux tactiques, notamment dans les unités russes, ce système semble contribuer à diminuer la létalité des drones. Grande utilisatrice de systèmes de communications, l'armée israélienne a probablement considéré jusqu'à maintenant que le rapport coût/bénéfices de cette solution n'était pas probant.

d) Le faisceau laser comme arme fatale ?

Récemment le gouvernement a injecté la somme de 2 milliards de shekels¹⁴ dans le programme du **système d'interception laser appelé Faisceau de fer (*Iron Beam*)**, ce qui constitue une marque de confiance dans le développement de ce produit, pour Israël mais également comme produit d'export. Un composant du système de l'entreprise Rafael, baptisé Bouclier de lumière a déjà été testé avec succès pour intercepter des roquettes comme des menaces aériennes à faible altitude et courte portée. Le département R&D du ministère de la Défense israélien a jugé que le programme avait atteint une maturité technologique suffisante et démontré ses capacités opérationnelles pour être déployé à l'avenir aux côtés du traditionnel système Dôme de fer. Cependant, pour passer du stade de tests opérationnels localisés à celui d'un réseau déployé à l'échelle du pays, ce ministère, conjointement au gouvernement américain¹⁵ et à l'industrie de défense israélienne, a besoin d'investir encore des milliards pour en construire les lignes de production.

D'autres systèmes d'interception laser en sont encore à la phase de tests dans le monde, notamment aux Etats-Unis, mais aucun n'aurait atteint la maturité du système Bouclier de lumière. Ce système serait ainsi le premier à être déployé dans un cadre opérationnel. Il conférerait à Israël une avance comparable aux capacités mises en œuvre par le système Dôme de fer à ses débuts, système constamment perfectionné depuis. Bouclier de lumière n'est pas un rayon de mort capable de tout détruire. Son efficacité est limitée par les conditions météorologiques et, pour l'instant, ses capacités d'interception sont limitées à la courte portée. Sa vertu principale est son faible coût d'utilisation, quelques dizaines de shekels pour chaque interception (comparée à un missile intercepteur du Dôme de fer à 50 000\$ pièce), ainsi que sa capacité, en cas de météo favorable, à traiter un grand nombre de menaces. La production en série devrait débuter début 2026 et le déploiement opérationnel devrait suivre au cours de la même année.

Le Bouclier de lumière constituerait ainsi la toute première couche de défense aérienne. Un système centralisé déciderait quel système utiliser (Dôme de fer ou Bouclier de lumière) en fonction de la cible et d'autres paramètres, notamment les conditions météorologiques et la topographie.

¹⁴ Environ 500 millions d'euros

¹⁵ Qui reste un partenaire important des programmes de défense sol-air israéliens

3. Qualification juridique de la guerre de Gaza à l'aune de l'avis consultatif

de la Cour internationale de Justice du 19 juillet 2024

M. William WARLET

A la toute fin du mois de décembre 2022, l'Assemblée générale des Nations Unies (AGNU) demandait à la Cour internationale de Justice (CIJ) de rendre un avis consultatif sur les conséquences juridiques des politiques et pratiques d'Israël dans les territoires palestiniens occupés¹⁶. Peu médiatisé, l'avis de la CIJ rendu à la mi-juillet 2024 affirmait que des colonies israéliennes avaient été établies et maintenues dans les territoires palestiniens occupés en violation du droit international, qu'Israël avait procédé à l'annexion illégale de « vastes parties » des territoires palestiniens et conduit une politique de discrimination et de séparation contraire à l'interdiction de la ségrégation raciale et de l'apartheid¹⁷. La Cour finissait par conclure qu'« en conséquence des politiques et pratiques d'Israël, qui se poursuivent déjà depuis des décennies, le peuple palestinien a été privé de son droit à l'autodétermination pendant une longue période, et toute prolongation supplémentaire de ces politiques et pratiques compromet l'exercice de ce droit à l'avenir »¹⁸, obligeant ainsi Israël à mettre fin immédiatement à l'occupation et aux politiques contraires au droit international. Formulée avant les attaques du 7 octobre 2023, la demande d'avis consultatif de l'AGNU portait sur une situation de fait antérieure au conflit opposant Israël et le Hamas dans la bande de Gaza. La CIJ a donc pris soin de préciser que son analyse des faits n'incluait pas le comportement adopté par Israël dans la bande de Gaza en réaction aux attaques menées le 7 octobre. La Cour est toutefois venue apporter des précisions essentielles sur le régime d'occupation applicable à Gaza avant ces attaques, permettant ainsi de qualifier juridiquement la guerre opposant Israël et le Hamas.

a) Clarification sur le régime juridique applicable à Gaza avant le 7 octobre

L'avis de la CIJ énonce que, selon l'article 42 du Règlement annexé à la Convention IV de La Haye de 1907, « un territoire est considéré comme occupé lorsqu'il se trouve placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie. L'occupation ne s'étend qu'aux territoires où cette autorité est établie et en mesure de s'exercer »¹⁹. Tout en prenant soin de rappeler que cette disposition a depuis acquis une valeur coutumière, la CIJ ajoute toutefois qu'il « ne doit pas nécessairement y avoir une présence militaire physique sur le terrain dans le territoire occupé pour qu'un État y exerce un contrôle effectif, dès lors que celui-ci est en mesure d'imposer son autorité, y compris en manifestant sa présence physique dans un délai raisonnable »²⁰.

Si la CIJ souligne bien qu'un plan de désengagement de la bande de Gaza avait fini d'être exécuté en 2005, Israël avait toutefois conservé la faculté d'exercer certaines prérogatives essentielles sur ce territoire, notamment en matière de contrôle des frontières terrestres, maritimes et aériennes,

¹⁶ A/RES/77/247, *Pratiques israéliennes affectant les droits humains du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*, 30 décembre 2022, §18.

¹⁷ CIJ, *Conséquences juridiques découlant des politiques et pratiques d'Israël dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*, Avis consultatif du 19 juillet 2024, §155, §179, §223-229.

¹⁸ *Idem.*, §243.

¹⁹ *Convention (IV) concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre et son Annexe: Règlement concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre*, 18 octobre 1907.

²⁰ *op. cit.*, note 2, §91.

imposition de restrictions à la circulation des personnes et des marchandises, perception des taxes à l'importation et à l'exportation, etc...²¹. **Elle conclut dès lors que le retrait de 2005 n'a pas totalement libéré Israël des obligations que lui impose le droit de l'occupation.**

b) Essai de qualification juridique de la guerre de Gaza

- Une opération de police conduite par la puissance occupante

La CIJ considère que « les obligations d'Israël sont demeurées proportionnées au degré de son contrôle effectif sur la bande de Gaza »²². Partant, le Règlement de La Haye de 1907 énonce que le pouvoir occupant doit prendre « toutes les mesures qui dépendent de lui en vue de rétablir et d'assurer, autant qu'il est possible, l'ordre et la vie publics » dans le territoire occupé²³. Cela inclut l'obligation « de veiller au respect des règles applicables du droit international relatif aux droits de l'homme et du droit international humanitaire, de protéger les habitants du territoire occupé contre les actes de violence et de ne pas tolérer de tels actes de la part d'une quelconque tierce partie »²⁴. En tant que puissance occupante dans la bande de Gaza, Israël a ainsi l'obligation de maintenir l'ordre public et la sécurité dans ce territoire, ainsi que de prévenir et réprimer les atteintes aux droits de l'homme et au droit international humanitaire. La réaction israélienne dans la bande de Gaza suite aux attaques du 7 octobre peut dès lors s'analyser comme l'exercice d'un pouvoir de police dirigé contre un groupe armé qui est l'auteur de plusieurs violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire.

- **Le cadre général d'une guerre** de libération nationale permettant de qualifier un conflit armé international

Le fait qu'Israël exerce le pouvoir de police qui incombe à une puissance occupante ne dispense pas de qualifier la situation au regard du droit des conflits armés. Israël et la Palestine sont parties aux quatre conventions de Genève de 1949, qui déterminent les obligations d'un Etat qui devient partie à un conflit armé²⁵. L'article 3, commun aux quatre conventions de Genève, établit une distinction entre les conflits armés internationaux opposant deux ou plusieurs Etats, et non internationaux opposant au moins un Etat à un groupe armé ou plusieurs groupes armés entre eux. Les protocoles 1 et 2 de 1977, additionnels aux quatre conventions de Genève, viennent densifier les obligations des parties à un conflit armé international ou non international²⁶. **Si Israël n'est pas partie à ces deux protocoles, c'est le cas de la Palestine, ils trouvent donc à s'appliquer sur les territoires palestiniens.**

Dans la mesure où le Hamas n'est pas un Etat, il est tentant de considérer que la guerre de Gaza doit être qualifiée de conflit armé non international. Toutefois, l'article 1 du Protocole 1 de 1977 applicable aux territoires palestiniens indique que les règles relatives aux conflits armés internationaux s'étendent

²¹ Elle s'appuie pour cela sur les travaux de la *Commission internationale indépendante chargée d'enquêter dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est*, ainsi que de la *Commission indépendante d'enquête créée en vertu de la résolution S-21/1 du Conseil des droits de l'homme des NU* (*op. cit.*, note 2, §89).

²² *op. cit.*, note 2, §94.

²³ *op. cit.* note 4, Section III, Article 43.

²⁴ CIJ, *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, 19 décembre 2005, p. 65, §178.

²⁵ *Convention (I) de Genève pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les forces armées en campagne*, *Convention (II) de Genève pour l'amélioration du sort des blessés, des malades et des naufragés des forces armées sur mer*, *Convention (III) de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre* et *Convention (IV) de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre*, 12 août 1949.

²⁶ *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I)*, 8 juin 1977 ; *Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)*, 8 juin 1977.

également aux guerres de libération nationale, dont le cas où un peuple lutte contre une « occupation étrangère [...] dans l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes »²⁷. Cela implique qu'un conflit armé opposant un mouvement de libération nationale à une puissance occupante doit automatiquement être qualifié de conflit armé international²⁸, même s'il n'est pas exclusivement interétatique. Gaza étant demeuré un territoire occupé depuis 1967, et ce en dépit du retrait des forces armées israéliennes en **2005, l'occupation militaire israélienne à Gaza peut être qualifiée d'occupation étrangère dans le cadre d'une guerre de libération nationale opposant Israël au peuple palestinien, elle-même assimilable à un conflit armé international.**

Il faut toutefois préciser que le Hamas ne peut pas être qualifié de mouvement de libération nationale car l'OLP, auquel a succédé l'autorité palestinienne (AP), a déjà été admise comme le « représentant du peuple palestinien »²⁹. Mais, même si **l'offensive israélienne est dirigée contre le Hamas et non contre l'AP, elle s'inscrit dans le cadre général d'une occupation étrangère au sens du Protocole 1 de 1977.** Le déclenchement et le prolongement d'hostilités dépassant un certain degré de violence entre la puissance occupante et un groupe armé entendant agir au nom du peuple palestinien permet de qualifier la guerre de Gaza en conflit armé international. Les parties au conflit étant Israël d'une part, le peuple palestinien luttant pour son autodétermination d'autre part, le Hamas ne constituant qu'un seul des nombreux groupes armés qui prennent ou ont pris part directement aux hostilités depuis le début de l'occupation en 1967.

Dans son avis consultatif de juillet dernier, la CIJ prenait soin de rappeler que « du point de vue juridique, **le Territoire palestinien occupé constitue une seule et même entité territoriale, dont l'unité, la continuité et l'intégrité doivent être préservées et respectées** »³⁰. Par conséquent, le conflit armé international opposant Israël au peuple palestinien s'étend à tous les territoires occupés. **Matériellement, il ne se limite pas à la bande de Gaza, mais englobe une partie de la Cisjordanie ainsi que Jérusalem-Est.** Doivent être considérés comme parties à ce conflit ceux qui prennent part aux hostilités, c'est-à-dire toute personne commettant des actes « de nature à causer des pertes en vies humaines, des blessures et des destructions à des personnes ou à des biens protégés » qui visent à atteindre un seuil de nuisance suffisant afin d'avantager une des parties au conflit³¹. Par-delà Israël, le Hamas ou même le peuple palestinien luttant pour son autodétermination, c'est ici le cas du Hezbollah libanais et, sous réserve de pouvoir établir un lien suffisamment fonctionnel avec celui-ci, de la République islamique d'Iran³².

A partir des éclairages que peuvent nous apporter le droit des conflits armés et la jurisprudence de la CIJ, la guerre de Gaza ne doit pas être perçue comme un conflit armé en tant que tel, mais plutôt comme un **moment de l'histoire d'un conflit armé international débuté en 1967 et qui est amené à se prolonger tant que des territoires palestiniens continueront d'être sous occupation militaire israélienne.**

²⁷ *Protocole I*, article 1, §4.

²⁸ Pietro Verri, *Dictionnaire du droit international des conflits armés*, CICR, 1992, p. 37.

²⁹ A/RES/3210(XXIX), *Invitation à l'Organisation de libération de la Palestine*, 14 octobre 1974.

³⁰ *op. cit.*, note 2, §78.

³¹ Voir en ce sens Nils Melzer, *Guide interprétatif sur la notion de participation directe aux hostilités en droit international humanitaire*, CICR, 2009, pp. 48-67.

³² Voir en ce sens « Le cadre juridique international de la réaction israélienne au sud-Liban », *Brève des conflits*, n°16, octobre 2024, publication de l'armée de Terre, CCF, Ministère des armées [accès restreint].

4. Le sursaut syrien

Mr. Titouan MONEL

a) Contexte

« Les territoires syriens [...] forment une mosaïque de peuples, de langues et de religions »³³. C'est en 1970 que la Syrie prend ce que l'on peut considérer comme sa forme politique la plus récente. A cette occasion, le « mouvement de redressement » d'Hafez Al-Assad³⁴, qui n'est autre qu'un coup d'Etat, marque l'ascension au pouvoir d'un Alaouite³⁵ dans un pays à majorité sunnite. Bachar Al-Assad, son second fils, opère la relève le 17 juillet 2000 en devenant président et secrétaire régional du parti Baas³⁶, mouvance socialiste de la renaissance arabe, fondée en 1944 par le chrétien orthodoxe Michel Aflak, le sunnite Salah Eddine Bitar et l'alaouite Zaki al-Arzouzi.

Sur le plan économique, le pays a pâti d'une succession de crises (nationalisation partielle de l'économie dans les années 1960, guerre contre Israël en 1967, insurrection des Frères Musulmans contre le parti Baas de 1976 à 1982³⁷, sécheresses de 1998 à 2000³⁸, ou encore perte de l'autonomie agraire en 2007 en raison de la libéralisation du marché sous Bachar Al-Assad³⁹). A la suite de la crise financière mondiale de 2008, conjuguée à une nouvelle sécheresse de 2007 à 2010, le pays est exsangue ; le rapporteur spécial des Nations Unies pour la sécurité alimentaire, Olivier Schutter, affirme à cette occasion que « deux à trois millions de syriens vivent désormais dans un état d'extrême pauvreté ».

A cette succession de crises s'ajoutent les printemps arabes en Tunisie, en Lybie, en Egypte à partir de décembre 2010⁴⁰, terreau d'une déflagration démocratique locale. Bien que les premières dispositions prises par Bachar Al-Assad laissent présager un apaisement, celui-ci mène une répression féroce à l'égard du peuple. Soutenu par la Russie, mais également par des milices chiites iraniennes⁴¹, Damas vacille mais ne tombe pas. S'ensuivent treize années de guerre civile, favorisant l'émergence de Daesh en tant qu'acteur idéologique régional en 2013, jusqu'à l'effondrement du Califat en 2019 suite à la reconquête de Raqqa par les Forces Démocratiques Syriennes (FDS/QDS).

³³ Augris, E. (2024, 8 janvier). *Les 10 dates qui ont façonné la Syrie*. L'éléphant - la Revue de Culture Générale. <https://lelephant-larevue.fr/thematiques/histoire/10-moments-ont-faconne-syrie/>

³⁴ Enigmatique opposant à la République arabe unie (RAU)³⁴ Afrique - Levant République Arabe Unie (RAU) 1953-1959. (2022). Dans *MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES* (N° 379QO). Consulté le 8 décembre 2024, à l'adresse https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/mn_379qo_rau_1957-1959_cle05162c.pdf

³⁵ Mouvance chiite originaire des régions côtières syriennes situées au Nord du Mont Liban.

³⁶ Chaigne-Oudin, A. (s. d.). *Parti baas*. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Parti-Baas.html>

³⁷ *Le massacre de Hama - février 1982 | Sciences Po Violence de masse et Résistance - Réseau de recherche*. (2009, 12 octobre). <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/le-massacre-de-hama-fa-vrier-1982.html>

³⁸ Balanche, F. (2008). La pénurie d'eau en Syrie. Dans *HAL Open Science*. p.7. Consulté le 8 décembre 2024, à l'adresse https://shs.hal.science/halshs-00328641/file/L_eau_en_Syrie.pdf

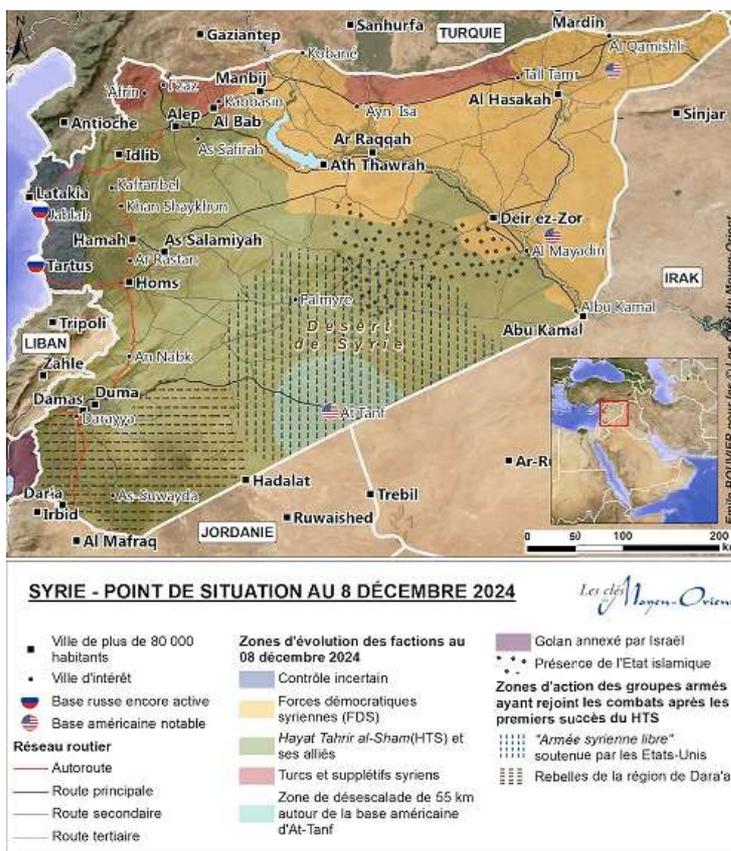
³⁹ Ababsa, M. (2013). Crise agraire, crise foncière et sécheresse en Syrie (2000-2011). p.101-122. <https://doi.org/10.3917/machr.215.0101>

⁴⁰ Gelabert, E. (2013). Le Printemps arabe en perspective. *Cairn.info*, n°39. https://shs.cairn.info/article/CACT_039_0011/pdf?lang=fr

⁴¹ Téhéran aspire à maintenir ses liens avec le seul pays arabe resté fidèle depuis la révolution de 1979, tout en préservant « le front de résistance » à Israël (Iran – Syrie – Hezbollah).

b) Observations

Les rebelles au régime alaouite décident le 25 novembre que l'effort principal de l'opération « Dissuasion de l'agression » portera sur le gouvernorat d'Idlib. Lancée le 27 novembre, elle est menée par le *Commandement des opérations militaires*, anciennement connu sous le nom d'Al Fatah al Mubin⁴², chambre regroupant différents groupes islamistes et/ou nationalistes communément opposés au régime, et chapotée par le mouvement Hayat Tahrir al Sham (HTS)⁴³, dont le responsable se nomme Abou Mohammed Al-Jolani⁴⁴ (Cf. article suivant de la brève 17). Originaire du mouvement Jabhat al Nusra, **branche syrienne d'Al-Qaïda** créée en 2011 sous la houlette de Abou Bakr Al Bagdadi, le HTS est le fruit d'une scission d'avec Al-Qaïda opérée par Al-Jolani en 2016.



Etat des lieux en Syrie en date du 8 décembre 2024 – Source *Les Clés du Moyen*

celui de Hama. Malgré de nombreuses frappes aériennes, le régime ne parvient pas à stopper l'avancée des rebelles.

De nombreuses factions se joignent ensuite à la rébellion, comme les *Forces Démocratiques Syriennes* (FDS/QDS)⁴⁵, l'*Armée Nationale Syrienne* (ANS/SDN)⁴⁶, les mouvances salafistes *Ahrar al-Sham*⁴⁷ et *Jaish al Ahrar*, le *Parti islamique du Turkestan*⁴⁸ ou le « *Parti du monothéisme* » *Ansar al-Tawhid*, fondé en 2018 par des réminiscences de *Jund al Aqsa*. Cette dynamique génère une progression initiale fulgurante dans les gouvernorats d'Alep, de Raqqa et d'Idlib, induisant la chute d'Alep le 1er décembre 2024, ainsi que la capture de 63 localités dans les mantiqats d'Abab, d'Atarib, d'Afrin et Jabal Sem'an. Désorganisée, l'Armée Arabe Syrienne (AAS) du régime opère un retrait vers le Sud du gouvernorat de Raqqa, ainsi que vers

⁴² Shapira, B. (2024, 8 décembre). *A Road Map to Syria & # 8217 ; s Prominent Rebel Groups*. Alma Research And Education Center. <https://israel-alma.org/2024/12/08/a-road-map-to-syrias-prominent-rebel-groups/>

⁴³ *Hayat Tahrir Al-Sham (HTS) – Rewards for justice*. (s. d.). <https://rewardsforjustice.net/fr/rewards/hayat-tahrir-al-sham-hts/>

⁴⁴ Regnier, X. (2024). *Guerre civile en Syrie : Qui est Abou Mohammed al-Jolani, le chef de HTS qui a fait chuter Bachar al-Assad ? 20 Minutes*. <https://www.20minutes.fr/monde/syrie/4128008-20241208-syrie-abou-mohammed-al-jolani-chef-hts-fait-chuter-bachar-al-assad>

⁴⁵ Coalition militaire à dominante kurde (YPG), les FDS ont pour objectif premier de chasser l'Etat Islamique et la Turquie du Nord-Est de la Syrie, tout en maintenant le régime syrien au Sud de l'Euphrate et à l'Ouest du lac Assad

⁴⁶ Conglomérat de groupes rebelles fondé en 2017 et soutenu par la Turquie

⁴⁷ Groupe à dominante salafiste et nationaliste portant les couleurs du drapeau révolutionnaire syrien à trois étoiles rouges

⁴⁸ Branche syrienne du Parti islamique du Turkestan dont les combattants sont à majorité Ouïghours

Concentrant leurs efforts vers le Sud, ceux-ci accélèrent les opérations et prennent le contrôle d'Hama le 5 décembre. Malgré les deux cents blindés déployés par l'armée, le régime n'est pas en mesure d'inverser la tendance. Nœud logistique entre les côtes syriennes et la capitale, la chute de Homs le 7 décembre induit l'isolement de Damas vis-à-vis de son soutien russe basé à Khmeimim et Tartous. Parallèlement, les troupes de l'Armée Libre Syrienne (ALS)⁴⁹, soutenues par les Etats-Unis, mènent leurs propres actions, capturant la ville de Palmyre le 7 décembre, puis s'orientent vers l'Ouest dans l'objectif de faire jonction avec la poussée des HTS. Plus au Sud, une poche de résistance se crée et s'empare de Deraa, berceau de la révolution en 2011. Acculées, les forces de l'AAS se retirent des territoires contestés pour organiser, en vain, une nouvelle ligne de défense autour de Damas, la ville tombant le 8 décembre.

Sur toute la durée de l'offensive, l'AAS n'a opposé qu'une faible résistance aux rebelles, probablement fortement affaiblie par la guerre civile⁵⁰, tandis que la majorité des forces du Hezbollah stationnées dans le pays a été accaparée par les combats au sud-Liban⁵¹. Au-delà, le dispositif russe s'est vu fortement affaibli⁵² dans la mesure où son aviation a été redéployée vers le théâtre ukrainien. Enfin, les milices chiites irakiennes n'ont pas franchi la frontière afin de soutenir Damas⁵³. Seul et débordé par la rapidité d'action de ses opposants, Bachar Al-Assad fuit le pays en direction de Moscou dans la nuit du 7 au 8 décembre.

c) Perspectives

Les événements en cours bouleversent l'ensemble de la société syrienne et tous les acteurs engagés dans la région :

- Sur le plan politique, la question de la gouvernance se pose. Bien que les HTS aient coordonné et orchestré le renversement du régime, quelle homogénéité présente le panel des factions présentes sur le sol syrien ? (A titre d'exemple, l'ANS profite de la situation afin de mener une offensive contre les FDS dans le secteur de Manbij). De ce fait, l'unification de toutes les entités syriennes est un défi majeur, qui pourrait toutefois déboucher sur le renouveau d'une identité dans les territoires du Bilad al-Cham.
- Sur le plan culturel et ethnique, les représentants des HTS mènent une campagne d'apaisement, le lieutenant-colonel Hasan Abdel Ghani demandant « à toutes les religions d'être rassurées et de soutenir les mouvements de la révolution : l'ère du sectarisme religieux et de la tyrannie est terminée pour toujours ». Est-ce un apaisement désiré, ou bien une dédramatisation par nécessité ? Il est encore trop tôt pour le dire.
- A l'échelle régionale enfin, la situation syrienne a remis en lumière la profonde ingérence étrangère sur le sol syrien, comme le démontrent les actions d'Ankara au Nord et son désir de

⁴⁹ Anciennement nommé Maghawir al-Thawrah, les ALS sont basées à At-Tanf soit à 18 kilomètres des frontières irakienne et jordanienne

⁵⁰ Hubbard, B. (2024, 8 décembre). *Syria's Army Was Hollowing Out Long Before Rebels' Advance*. The New York Times. Consulté le 10 décembre 2024, à l'adresse <https://www.nytimes.com/2024/12/08/world/middleeast/syria-army-assad-fall.html>

⁵¹ *Hezbollah redeploys its fighters from Syria to Lebanon*. (2024, 20 octobre). Middle East Monitor. Consulté le 10 décembre 2024, à l'adresse <https://www.middleeastmonitor.com/20241020-hezbollah-redeploys-its-fighters-from-syria-to-lebanon/>

⁵² Bouvier, E. (s. d.). *Offensive rebelle en Syrie : point de la situation et analyse au 2 décembre 2024*. <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Offensive-rebelle-en-Syrie-point-de-la-situation-et-analyse-au-2-decembre-2024.html>

⁵³ *Iraqi militia spox discusses decision not to enter Syria war*. (2024, 8 décembre). 964media. <https://en.964media.com/28814/>

repousser les FDS à 30 kilomètres de son *limes*, les frappes états-uniennes contre les milices pro-iraniennes sur zone⁵⁴, ou encore l'incursion israélienne en violation des accords de désengagement de 1974⁵⁵. Le renversement du régime de Bachar Al-Assad et la mainmise de Tsahal sur le mont Hermon bloquent en outre la majeure partie des routes humaines et matérielles à destination du Hezbollah au Liban.

5. Abou Mohammed Al-Jolani : analyse opérationnelle et stratégique

M. Mohamed-Amine Khamassi

a) Origines et contextes de radicalisation

De son véritable nom Ahmed Hussein Al-Sharaa, il naît à Riyad, en Arabie saoudite, en 1982. Sa jeunesse est marquée par les déplacements de sa famille entre la Syrie et l'Arabie saoudite, et reflète un contexte de bouleversements régionaux. Son père, économiste et fervent partisan du panarabisme, incarne l'esprit nationaliste des années 1960-1970, tandis que la famille subit les conséquences de l'occupation israélienne du plateau du Golan⁵⁶.

Al-Jolani grandit dans le quartier aisé de Mazzeh à Damas et évolue dans une atmosphère politiquement tendue. En 2000, à l'âge de 18 ans, il est galvanisé par la deuxième Intifada palestinienne, qui devient un catalyseur de son engagement jihadiste. Ses premières interactions avec des groupes islamistes, comme des cellules clandestines à Damas, posent les bases de son futur rôle dans le jihad transnational.

b) Ascension au sein du jihad transnational

En 2003, Al-Jolani rejoint l'insurrection irakienne pour combattre les forces américaines après l'invasion de l'Irak. Au sein d'Al-Qaïda en Irak (AQI), dirigé par Abou Moussab al-Zarqawi, il se distingue par sa capacité à orchestrer des opérations terroristes complexes. En 2013, les États-Unis le désignent comme "terroriste mondialement recherché" en raison de son rôle dans la planification d'attentats majeurs et, en 2018, une récompense de 10 millions de dollars est offerte pour sa capture.

Avec le début de la révolution syrienne en 2011, il traverse la frontière pour établir un bastion jihadiste dans son pays. En janvier 2012, il fonde le Front al-Nosra, branche officielle d'Al-Qaïda en Syrie. Le groupe est rapidement associé à des attaques suicide, des massacres ciblés et des tactiques de terreur, consolidant sa position comme une force redoutable sur le terrain. Ses combattants, connus pour leur efficacité militaire et leur recours aux kamikazes, deviennent un élément clé des coalitions rebelles. Ces **stratégies marquent une escalade dans l'utilisation de la terreur comme outil politique.**

⁵⁴ U.S. Department of Defense. (s. d.). *U.S. Strikes Targets in Iraq and Syria in Response to Deadly Drone Att.* U.S. Department Of Defense. <https://www.defense.gov/News/News-Stories/Article/Article/3665734/us-strikes-targets-in-iraq-and-syria-in-response-to-deadly-drone-attack/>

⁵⁵ MELANIE LIDMAN. (s. d.). *As Israel advances on a Syrian buffer zone, it sees peril and opportunity.* ABC News. <https://abcnews.go.com/International/wireStory/israel-advances-syrian-buffer-zone-sees-peril-opportunity-116607243>

⁵⁶ Al-Jolani, littéralement « du Golan ».

c) Séparation d'Al-Qaïda et redéfinition stratégique

En 2016, Al-Jolani annonce une scission avec Al-Qaïda, rebaptisant son organisation Jabhat Fatah al-Sham, puis Hayat Tahrir al-Sham (HTS) en 2017. Cette décision, présentée comme une stratégie visant à élargir le soutien local et international, masque des objectifs plus complexes. HTS adopte une approche hybride, combinant un jihad localisé avec des ambitions régionales, et cherche à projeter une image de gouvernance rationnelle.

Cette transformation est également une tentative pour contourner les sanctions internationales imposées aux groupes affiliés à Al-Qaïda. En se distanciant officiellement de l'organisation mère, al-Jolani s'assure un soutien logistique et financier plus large, notamment en consolidant des ententes avec des acteurs régionaux comme la Turquie.

d) Conquêtes militaires et consolidation en 2024

En novembre/décembre 2024, Al-Jolani dirige l'opération "Réponse/Bouclier à l'agression", qui voit HTS s'emparer d'Alep et de Damas. Cette offensive, marquée par une coordination efficace entre HTS, des factions rebelles soutenues par la Turquie, et des opérations de guerre informationnelle, redessine l'échiquier syrien. Les succès militaires de HTS soulignent à la fois l'évolution tactique de l'organisation et son usage stratégique de la communication pour consolider son pouvoir.

HTS a consolidé son succès à Alep grâce à une approche progressive qui a mis l'accent sur la construction d'institutions locales, une administration cohérente et des réformes internes ciblées. Ce processus a permis d'améliorer la perception locale de l'organisation tout en renforçant ses structures militaires et civiles, éléments cruciaux pour maintenir son contrôle.

Cependant, ce succès s'est accompagné d'actions brutales. Selon des rapports de l'ONU datant déjà de 2015⁵⁷, le groupe a été impliqué dans des massacres de civils, notamment dans des zones où il consolidait son autorité. Ces événements ont renforcé la perception internationale de HTS comme une organisation recourant à des méthodes coercitives pour asseoir son pouvoir. HTS a non seulement renforcé ses capacités militaires, mais également perfectionné des mécanismes de gouvernance locale, offrant des services de base dans les zones contrôlées. Cette stratégie vise à gagner les cœurs et les esprits, tout en consolidant la légitimité locale de HTS face aux autres factions rebelles.

La victoire de HTS à Alep s'explique aussi par son attention portée à la logistique et à l'intégration des services communautaires dans les zones sous son contrôle. En travaillant pour assurer un minimum de stabilité et des services de base, HTS a renforcé son autorité tout en évitant les erreurs tactiques des autres groupes rebelles.

Al-Jolani s'est également concentré sur l'unification des différentes factions sous son commandement, un défi qui a exigé un travail diplomatique interne et une stratégie de compromis ciblée. Cette approche a contribué à réduire les conflits internes et à renforcer la cohésion organisationnelle de HTS. Ces efforts visent à rassurer les acteurs internationaux sur ses intentions, tout en renforçant son emprise locale par des structures administratives telles que le "Gouvernement du Salut".

⁵⁷ <https://documents.un.org/doc/undoc/gen/g15/179/34/pdf/g1517934.pdf>

e) Leadership et Gestion de Pouvoir

Al-Jolani est décrit comme un leader pragmatique, capable de s'adapter à des contextes complexes et changeants. Cependant, son pragmatisme n'efface pas les nombreuses accusations de violations des droits humains portées contre son organisation. Des témoignages et des rapports, notamment d'Amnesty International en 2019⁵⁸, indiquent des pratiques systématiques telles que les détentions arbitraires, les actes de torture, et des exécutions ciblées menées par HTS. Ces actions visent à éliminer les opposants internes et externes tout en consolidant le contrôle territorial du groupe. Elles révèlent une stratégie rigoureuse et centralisée de gestion du pouvoir. Ces pratiques ont été documentées comme des éléments récurrents de sa stratégie, reflétant une volonté de domination sans concession.

Ses anciens camarades de détention soulignent sa capacité à écouter avant d'agir, à établir des alliances stratégiques et à exploiter les divisions de ses adversaires. Ce style de leadership, à la fois patient et opportuniste, a été essentiel pour transformer HTS d'un groupe militant en une entité politique et militaire influente en Syrie.

Al-Jolani combine une discipline rigoureuse avec une vision à long terme, cherchant à établir une autorité durable. Sa maîtrise des codes culturels locaux et sa volonté de projeter une image moderne témoignent de son habileté à naviguer entre tradition et modernité.

f) Défis actuels et enjeux stratégiques

1. Stabilisation interne : Maintenir la cohésion des factions rebelles et éviter les dissensions internes reste une priorité critique pour HTS. L'unification des forces sous une bannière commune sera essentielle pour éviter la fragmentation et renforcer la légitimité du pouvoir d'Al-Jolani.

2. Perception internationale : Al-Jolani doit gérer la double perception de HTS comme acteur pragmatique et organisation jihadiste. Ses efforts pour neutraliser l'opposition internationale devront se combiner avec des garanties sur le respect des droits humains, une étape cruciale pour obtenir une reconnaissance internationale.

3. Tactiques militaires : Inspirées par des conflits modernes, les tactiques de HTS incluent une modernisation des unités, un recours accru aux drones (à réacteur) et des opérations nocturnes standardisées. Ces évolutions montrent une assimilation des leçons des récents conflits internationaux, comme la guerre en Ukraine.

4. Relations régionales : Empêcher une escalade entre la Syrie, l'Iran et l'Irak est crucial. Les déclarations récentes d'Al-Jolani appelant l'Irak à ne pas intervenir soulignent une tentative de prévenir des tensions transfrontalières. En revanche, des tensions pourraient émerger avec la Turquie si HTS étend son influence au-delà d'Idlib.

5. Gouvernance locale : Al-Jolani devra renforcer les institutions civiles et répondre aux besoins de la population. La gestion efficace de l'aide humanitaire internationale, ainsi que des services de base comme la santé et l'éducation, sera déterminante pour consolider son pouvoir.

⁵⁸ <https://www.amnesty.be/infos/rapports-annuels/rapport-annuel-2019/moyen-orient-afrique-nord-rapport-annuel-2019/article/syrie-rapport-annuel-2019>

g) Scénarios d'évolution et conséquences stratégiques

Le rôle d'Al-Jolani dans la Syrie post-Assad ouvre des perspectives complexes. Alors que HTS tente de se positionner comme un acteur stabilisateur, la communauté internationale reste sceptique quant à ses véritables intentions. Les défis de gouvernance locale, combinés à la nécessité d'éviter une confrontation directe avec des puissances régionales, militent pour une gestion stratégique rigoureuse.

L'approche progressive de HTS pourrait également poser des défis supplémentaires. Le groupe devra maintenir un équilibre délicat entre ses ambitions idéologiques et les attentes de la communauté internationale pour une stabilisation durable. L'évolution des relations avec des puissances telles que la Turquie ou les États-Unis jouera un rôle clé dans l'avenir du mouvement.

Le futur d'Al-Jolani et de HTS pourrait dépendre de leur capacité à équilibrer les ambitions locales avec des objectifs régionaux plus larges. Tandis que HTS évolue vers une entité plus structurée et moins idéologiquement rigide, son succès repose sur la capacité d'Al-Jolani à incarner une transition crédible pour la Syrie.

h) Conclusion

Abou Mohammed Al-Jolani reste une figure polarisante, oscillant entre ambitions nationalistes et passé jihadiste. Alors que HTS redéfinit ses stratégies, son futur dépendra de sa capacité à naviguer dans un paysage international complexe, à maintenir l'unité interne et à instaurer une gouvernance durable en Syrie. Le défi central pour Al-Jolani sera de convaincre à la fois ses partisans et ses opposants qu'il peut transformer la victoire militaire en un projet politique viable et inclusif.

ZONE EUROPE – CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

6. Missile Oreshnik⁵⁹ « Noisetier »

Mr. Titouan MONEL

Le 21 novembre 2024 en Ukraine, la frappe d'un missile tiré sur la ville de Dnipro et présenté comme « balistique », a vivement alimenté le débat.

Les caractéristiques techniques annoncées à Sputnik par le colonel à la retraite et analyste militaire Viktor Litovkin concernant ce missile Oreshnik sont les suivantes :

- Mach 10 (12348 km/h ou 3,43 km/s)
- Missile balistique à portée intermédiaire (1000 – 5500 kilomètres)
- MIRV de 6 têtes nucléaires⁶⁰

Selon les données énoncées précédemment, l'Oreshnik est un vecteur catégorisé comme hypersonique⁶¹. Dépassant Mach 10, ce missile est ainsi 1,66 à 1,88 fois plus rapide que ses concurrents occidentaux. Au-delà, sa vitesse induit qu'aucun système de l'OTAN n'est, pour le moment, en mesure d'intercepter le « Noisetier » :

- Système Mamba⁶² / Aster 30 : Mach 4,5 (5556,6 km/h ou 1,54 km/s)
- Patriot PAC-2 et PAC-3⁶³ / MIM-104C : Mach 4,05 (5000 km/h ou 1,4 km/s)
- THAAD⁶⁴ / PAC-3 MSE : Mach 8,1 (10 000 km/h ou 2,8 km/s)

Estimé comme pouvant être une variante du missile RS-26 « Rubezh » (codification OTAN SS-X-31)⁶⁵, ou encore une version courte du RS-24 « Yars » (codification OTAN SS-29)⁶⁶, l'Oreshnik est catégorisé comme un missile balistique à portée intermédiaire (MBPI / IRBM). Si la conception du « Noisetier » repose sur des bases similaires aux RS-26 et RS-24, son principe de lancement pourrait être similaire. Dans ce cas de figure, il pourrait être transporté par un vecteur terrestre tel que le prototype à roues MZKT-79291, ce qui en ferait un atout difficilement identifiable du fait de sa mobilité et la possibilité de le camoufler dans son environnement.

Le lancement a été effectué depuis l'oblast d'Astrakhan, plus précisément à partir de la base de Kapustin Yar, soit à 781,91 kilomètres de Dnipro. En se basant sur les caractéristiques annoncées par les autorités russes, il n'aura fallu que 3 minutes et 48 secondes au missile pour atteindre sa cible, l'usine Pivdenmash spécialisée dans la conception de moteurs à fusée. Dans le cadre théorique d'un tir depuis le même site de lancement, le Noisetier serait en mesure de frapper Varsovie en moins de 9 minutes, Berlin en 11 minutes, Paris en 15 minutes, ou encore Londres en 15,5 minutes.

⁵⁹ Oreshnik en phase de vol. *X.com*. (s. d.-b). X (Formerly Twitter). <https://x.com/BGatesIsaPsycho/status/1859884452236898416/video/1>

⁶⁰ 6 MIRV identifiables *X.com*. (s. d.-c). X (Formerly Twitter). <https://x.com/ConorRises/status/1859643998417322367>

⁶¹ Est classé comme tel tout vecteur dépassement Mach 6-7

⁶² SYSTÈME DE DÉFENSE SOL-AIR SAMP MAMBA FICHE TECHNIQUE. (s. d.). Dans *Ministère des Armées*. Consulté le 25 novembre 2024, à l'adresse https://archives.defense.gouv.fr/content/download/602847/10148274/Fiche%20technique%20Samp%20Mamba_BD.pdf

⁶³ PATRIOT. (s. d.). Dans *Organisation du Traité de L'Atlantique Nord (OTAN)*. Consulté le 25 novembre 2024, à l'adresse https://www.nato.int/nato_static_fl2014/assets/pdf/pdf_2012_12/20121211_121204-factsheet-patriot-fr.pdf

⁶⁴ The Terminal High Altitude Area Defense (THAAD) System. (s. d.). Dans *Congressional Research Service*. Consulté le 25 novembre 2024, à l'adresse <https://crsreports.congress.gov/product/pdf/IF/IF12645/2>

⁶⁵ Administrator. (s. d.). *RS-26 Rubezh SS-X-31*. <https://armyrecognition.com/military-products/army/missiles/icbm-intercontinental-ballistic-missiles/rs-26-rubezh-ss-x-31>

⁶⁶ Administrator. (s. d.-a). *RS-24 YARS SS-29 ICBM*. <https://armyrecognition.com/military-products/army/missiles/icbm-intercontinental-ballistic-missiles/rs-24-yars-russia-uk>

Au regard des confirmations visuelles obtenues, l'Oreshnik repose sur le principe MIRV⁶⁷. Expérimenté pour la première fois en 1968 sur un Minuteman III, le mirvage consiste à mettre plusieurs têtes nucléaires indépendantes dans un même vecteur, le missile n'étant ainsi qu'un porteur. Chaque tête nucléaire peut être assignée à une cible distincte des autres, offrant à l'opérateur étatique la possibilité de frapper plusieurs villes et/ou sites militaires à l'aide d'un seul missile. *De facto*, les défenses antimissiles sont désuètes dans la mesure où le mirvage démultiplie les cibles à détruire. Cette nouvelle doctrine nucléaire induisant le principe de destruction mutuelle conduit ainsi à la ratification du traité ABM⁶⁸ en 1972, dont l'objectif est de grandement limiter le développement de systèmes antimissiles de part et d'autre du Mur.

Une autre supposition est que le missile Oreshnik puisse emporter le planeur hypersonique Avangard⁶⁹. Présenté par Vladimir Poutine en 2018, ce système est couplé avec un lanceur balistique, supposément le RS-26 dont l'architecture est celle d'un Topol-M modifié. En l'état actuel, il est présenté comme le seul système de ce type à être opérationnel. En effet, son équivalent français le V-MaX⁷⁰ a effectué son premier vol le 26 juin 2023, tandis que le projet états-unien dénommé Falcon HTV-2⁷¹, dont le vol inaugural a lieu le 22 avril 2010, a connu quelques soubresauts. Depuis lors, le Pentagone reste discret à ce sujet.

Il y a quand même un certain flou concernant cette frappe du 21 novembre 2024. En effet, les confirmations visuelles publiées par les populations civiles nous permettent d'identifier six salves distinctes. Ceci dit, dans le cadre d'un système MIRV, chaque tête ne peut emporter qu'une charge nucléaire ou conventionnelle. Or, les vidéos nous montrent que chaque salve se décompose en plusieurs projectiles⁷². Chaque MIRV développée pour l'Oreshnik serait-elle capable d'emporter plusieurs charges conventionnelles à la fois ? Si la supposition se vérifie, les six MIRV de l'Oreshnik pourraient-elles emporter plusieurs charges nucléaires de plus faible puissance ?

En outre, les images aériennes fournies ne permettent pas d'identifier la « *destruction totale* » du site comme clamée par les autorités russes⁷³. En cela, l'Oreshnik aurait été utilisé sans charge conventionnelle, les destructions reposant essentiellement sur un impact cinétique.

7. Mise en contexte de la question nord-coréenne dans le débat informationnel et médiatique

Mlle. Charline GEAY

Cristallisant les tensions sur le front russo-ukrainien, l'ouverture au recrutement d'éléments étrangers par les FAFR, ajoutant à leurs rangs des Népalais, des Indiens ou encore des Yéménites, interroge l'ampleur du déploiement et le rôle que joueront ces expédients. Dans cette guerre massivement relayée par les

⁶⁷ *Le mirvage : généralisation d'une pratique.* (s. d.). FRS. <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/mirvage-generalisation-une-pratique-2024>

⁶⁸ Grunert, P. (s. d.). *Traité limitation systèmes antimissiles (ABM) (4) - LES PRINCIPALES CONVENTIONS INTERNATIONALES EN MATIÈRE DE CONTRÔLE D'ARMEMENT.* https://www.europarl.europa.eu/workingpapers/poli/w23/abm_fr.htm

⁶⁹ *L'Avangard : premier véhicule hypersonique opérationnel ?* (s. d.). FRS. <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-de-la-dissuasion/avangard-premier-vehicule-hypersonique-operationnel-2024>

⁷⁰ Alexia. (2023, 10 juillet). *Hypervélocité : autrefois pionnière, la France à nouveau dans la course.* L'IHEDN : Institut des Hautes Études de Défense Nationale. <https://ihedn.fr/notre-selection/hypervelocite-autrefois-pionniere-la-france-a-nouveau-dans-la-course/>

⁷¹ *Falcon HTV-2 (Archived).* (2011). Defense Advanced Research Agency (DARPA). Consulté le 2 décembre 2024, à l'adresse <https://www.darpa.mil/program/falcon-htv-2>

⁷² Séquençage des frappes des MIRV sur l'usine Pivdenmash. X.com. (s. d.). X (Formerly Twitter). <https://x.com/Cyberspec1/status/1860480570054312220>

⁷³ Post, K. (2024b, novembre 25). *Oreshnik Missile Strike on Dnipro : Satellite Images Show Surprising Lack of Destruction.* Kyiv Post. <https://www.kyivpost.com/post/42808>

médias, c'est l'entrée des troupes nord-coréennes qui a certainement le plus nourri les spéculations. Mais qu'en est-il vraiment ?

Le 13 octobre dernier, le président Zelenski s'adressait déjà à la presse, annonçant que les liens russo-coréens ne se limitaient plus au simple transfert d'armes, mais bel et bien au transfert de troupes, appelant ainsi à un effort accru des aides occidentales. Deux semaines plus tard, en date du 28 octobre, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, déclarait le déploiement avéré d'unités nord-coréennes dans la région de Koursk. Après une estimation initiale de 3000 soldats, le Pentagone rectifiait le tir autour du 30 octobre, évaluant les effectifs à près de 10 000 hommes.

Lorsque que la question est abordée au sommet des BRICS, Vladimir Poutine garde le silence mais ne dément pas. Toutefois, cet engagement militaire diffère des précédentes assistances étrangères à la Russie depuis 2022 : il s'agit là de l'engagement d'une armée n'ayant pas opéré sur un terrain étranger depuis plus de 60 ans, qui laisse place à une cohorte dépourvue d'expérience active du combat en conditions réelles.

a) Etat des lieux

Un long cheminement **jusqu'à** Koursk :

Aux alentours des 8 et 13 octobre, les premières escortes de combattants nord-coréens sont annoncées par l'agence de renseignement Sud-Coréenne (NIS). Des départs sont ainsi observés depuis les villes de Chongjin, Hamhung et non loin de Musudan, employant les navires d'escorte et de débarquement de la flotte du Pacifique en direction de Vladivostok. A bord, près de 1500 hommes des forces spéciales du régime, plus connues sous le nom de « Storm Corps », sont envoyées pour de brèves formations afin de mettre à jour leur doctrine terrestre. Les passages réguliers d'avions de transport Antonov-124 russes entre Pyongyang et Vladivostok sont également remarquables, signe d'une accélération des transferts d'hommes et de matériels⁷⁴. Dans le même temps, les navires de pêche chinois retirent brusquement leurs filets des régions dites de transit, en mer du Japon. Tous les voyants sont au rouge !

Au matin des premières publications montrant des soldats aux traits asiatiques, les médias occidentaux s'enflamment et les spéculations vont bon train. Passant par les chaînes d'habillement de la base d'entraînement de Sergievsky, dans la subdivision du Kraï du Primorié, les soldats reçoivent des équipements, des uniformes et des papiers russes. Très vite, des images satellites circulent grâce aux données des agences de renseignement sud-coréennes et ukrainiennes. Cinq autres bases semblent alors accueillir des troupes : Baranovsly à Ussuriysk, la 248e base de Knyaze-Volkonskoe, Yekaterinoslavsky à Katerinoslavka, Donguz à Ulan-Ude et l'École supérieure du commandement de l'artillerie à Saratov⁷⁵. Prenant en compte l'utilisation du transsibérien comme colonne vertébrale pour les déplacements des effectifs, il faut envisager un voyage de près d'un mois pour traverser les quelques 6400 kilomètres qui séparent l'Extrême-Orient russe de l'Ukraine.

⁷⁴ ALTMAN. H. "The War Zone" (2024, 18th October). *South Korea intelligence offers assessment of North Korean troops fighting for Russia*. Récupéré de <https://www.twz.com/news-features/south-korea-intelligence-offers-assessment-of-north-korean-troops-fighting-for-russia>

⁷⁵ Institute for the Study of War. (2024, 10th December). *North Korea joins Russia's war against Ukraine: Operational and strategic implications*. Récupéré de <https://www.understandingwar.org/backgrounder/north-korea-joins-russias-war-against-ukraine-operational-and-strategic-implications>



Une installation militaire à Ussuriisk, dans le kraï du Primorié, qui, selon l'agence de renseignement sud-coréenne NIS, montre environ 400 membres du personnel nord-coréen rassemblés sur un terrain de parade.

Quelle place sur le « front » pour quelles utilités ?

Rappelant la vidéo des chaînes d'habillement filmée à Sergievsky, dans laquelle on pouvait distinctement entendre des mots prononcés en coréen, des interceptions radiophoniques publiées par l'Agence de renseignement ukrainienne (DIU) font état d'échanges codifiés entre deux individus visiblement coréens⁷⁶. Dans un effort pour retracer leurs effectifs et leur insertion dans les unités russes, la frappe supposée d'un missile Storm Shadow sur les installations souterraines du sanatorium de l'Administration présidentielle de Marino, est présumée causer la mort de plusieurs soldats, dont deux officiers Nord-coréens, le 20 novembre dernier⁷⁷. L'attaque, qui fait suite aux autorisations de lancements des premiers ATACMS la veille, est censée révéler que la garnison touchée comptait majoritairement des officiers russes des districts militaires du Sud et de l'Est, au sein desquels avaient été incorporés de « nouveaux arrivants ». Les données indiquent donc dans un premier temps que de petits groupes de soldats russes sont affectés dans des pelotons d'une trentaine de nord-coréens, afin de servir de conseillers pour la marche à suivre et l'entraînement. Les hommes du 11e Corps ou « *Storm Corps* », spécialisés dans la guerre non conventionnelle et l'infiltration en petites unités, ont pour habitude de pratiquer l'attaque en simultané avec, pour toile de fond, les assauts d'artillerie sur les flancs. L'emploi de ces pratiques ainsi que l'apprentissage du maniement des drones, laissent penser que les nord-coréens sont activement présents au sein des corps d'infanterie de marine russes, ainsi que dans les brigades aéroportées. Oleksandr Kovalenko, observateur militaire du Centre de résistance nationale d'Ukraine, fait ainsi état de pertes nord-coréennes au sein-même de la 810^{ème} brigade d'infanterie de marine de la Garde autour du 9 novembre⁷⁸. Ces informations sont sujettes à caution, mais elles donnent une idée de l'arrière-plan de la

⁷⁶ Korea Times. (2024, novembre). *North Korean soldier captured in Kursk reveals shocking details about North Korea's military struggle*. Récupéré de https://www.koreatimes.co.kr/www/nation/2024/11/103_386052.html

⁷⁷ Ukrainews. (2024, 6 novembre). *Storm Shadow missile strike on Russian base in Marino: General and North Korean soldiers killed*. Récupéré de <https://ukrainews.com/en/news/1048742-storm-shadow-missile-strike-on-russian-base-in-marino-general-and-north-korean-soldiers-killed>

⁷⁸ Defence-ua. (2024, 6 novembre). *North Korean troops enter Russian Marine ranks*. Récupéré de <https://en.defence-ua.com/news/north-korean-troops-enter-russian-marine-ranks-12479.html>

ligne de front, notamment dans des positions d'appui et de soutien. L'appel aux désertions devient ainsi main courante : l'Ukraine crée alors une ligne téléphonique ainsi que des tracts en langue coréenne, destinés aux soldats qui souhaitent fuir le front. L'agence de renseignement ukrainienne annonce donc la désertion de 18 individus entre Bryansk et Kursk, à seulement 7 km de la frontière, dès la mi-octobre⁷⁹.

Echanges de bon procédés, une histoire sur le temps long :

La récente ratification du pacte d'assistance mutuelle entre la Corée du Nord et la Russie, agissant tel l'article 5 de l'OTAN, s'inscrit dans une progressive accélération de la coopération entre Moscou et Pyongyang. Il faut en effet compter près de 24 rencontres depuis le début de l'année, avec un volume d'échanges de près de 52,9 millions de dollars au premier trimestre seulement⁸⁰. Ainsi, dès le mois de mars, des pétroliers nord-coréens effectuent près d'une quarantaine de voyages pour s'approvisionner auprès des terminaux russes d'Extrême-Orient, comme à Vostochny. Des transferts d'armes de production nord-coréenne sont régulièrement observés depuis les voies ferroviaires. Un obusier automoteur Koksan de calibre 170mm apparaît ainsi monté sur ce qui s'apparente à un châssis de l'ère soviétique depuis les rails d'une voie ferrée, tandis que des lance-roquettes multiples 240mm sont aperçus entre octobre et novembre. La NIS évoque un flux d'environ 13 000 conteneurs d'armes en soutien à Moscou depuis 2022. Ces cargaisons, loin d'être anodines, font écho à la présence déjà attestée de matériels nord-coréens sur la ligne de front non loin de Kharkiv en juillet 2024, notamment un blindé lance-missiles antichars Bulsae-4, qui avait réussi à détruire un obusier AS-90 ukrainien.

Le poids des images sur le grand public :

La désinformation joue un rôle crucial dans le conflit en Ukraine. L'ambiguïté entourant l'identité des bataillons dits « Buryats » illustre parfaitement cette problématique. Alors que certaines sources affirment qu'il s'agit de soldats nord-coréens déguisés, d'autres maintiennent qu'il s'agit bien d'ethnies sibériennes. Les gains d'une telle obscurité constituent pour les belligérants l'argument parfait, l'un appelant à l'aide occidentale, l'autre jouissant éventuellement du remplacement des pertes nationales par de la chair fraîche. L'épisode des prétendues écoutes de communications nord-coréennes par les services de renseignement ukrainiens est un autre exemple frappant, ces révélations s'agglomérant aux aveux d'un présumé soldat nord-coréen filmé dans un lit d'hôpital début novembre, accusant le président russe d'avoir jeté ses compatriotes en pâture⁸¹. La prolifération de *deepfakes* sur les réseaux sociaux, superposant des visages nord-coréens à des soldats russes, ajoute une nouvelle dimension à cette guerre de l'information. Ces manipulations visuelles, difficiles à détecter pour le grand public, brouillent davantage les frontières entre réalité et fiction. Dans la crainte d'un retrait américain au lendemain du vote Trump, il serait alors cohérent d'imaginer l'empressement ukrainien à obtenir, au plus vite, l'engagement de nouveaux alliés européens sur la ligne de front.

⁷⁹ Kyiv Post. (2024, novembre). *North Korean soldiers join Russia's fight in Ukraine*. Récupéré de <https://www.kyivpost.com/post/40579>

⁸⁰ Freiheit.org. (2024, novembre). *FNF New ties between North Korea and Russia: An emerging alliance*. Récupéré de <https://www.freiheit.org/north-and-south-korea/new-ties-between-north-korea-and-russia>

⁸¹ MIN-YOUNG.K, "Korea JoongAng Daily" (2024, 1er Novembre). *It's a slaughter: Video claiming to show North Korean soldier captured in Kursk emerges*. Récupéré de <https://koreajoongangdaily.joins.com/news/2024-11-01/national/northKorea/Its-a-slaughter-Video-claiming-to-show-North-Korean-soldier-captured-in-Kursk-emerges/2168699>

b) Quels apprentissages et quelles projections pour l'après ?

Dans cette guerre, c'est Pyongyang qui bénéficierait finalement d'une expérience opérationnelle concrète. Avec 1,3 millions de soldats d'active et 7,6 millions de réservistes, c'est quasiment 30% de toute une société qui vit au rythme de la militarisation à marche forcée⁸². Prenant en compte les évolutions du combat moderne, l'Etat développe depuis quelques années des corps spécialisés de *hackers* et tente d'obtenir les dernières technologies en termes de drones. Dans cette optique, l'envoi avéré des troupes d'expertises pour de l'apprentissage dans le domaine du brouillage et de la guerre électronique auprès des Russes constituerait une aubaine. Outre des promesses de livraison de pétrole et de riz pour le peuple, l'alliance russe offre au « Leader Suprême » la possibilité d'entrevoir une éventuelle guerre contre Séoul dans un schéma frontalier comme en Ukraine, et de disposer d'un banc d'essai pour ses armements, notamment les missiles KN-23 déjà maintes fois employés dans des tirs d'intimidation au-dessus de la Mer du Japon, ceux-ci étant relativement semblables aux Iskander russes.

Ainsi, la coopération entre la Corée du Nord et la Russie peut être vue comme un élément d'une stratégie plus large dans une logique eurasiatique, où les alliances et les tensions réitèrent la logique d'axes face à un Occident leur paraissant de plus en plus isolé.

8. La théorie des jeux appliquée au conflit russo-ukrainien

Mr. Titouan MONEL

a) Définition du concept : dilemme du prisonnier et équilibre de Nash

La théorie des jeux, dans sa dimension mathématique, consiste en l'**anticipation des agissements** d'un acteur dans l'objectif de maximiser ses propres gains. De la sorte, les résultats obtenus permettent de **concevoir une réponse considérée comme la plus adaptée**. Or, un scénario établi par un acteur dénommé A, à l'égard d'un autre dénommé B, peut l'être sur des suppositions et anticipations dont l'élaboration est endogène au système de l'acteur A. Pour sa part, l'acteur B compose ses propres scénarios de réponse aux actions potentielles de l'acteur A.

Selon « **l'équilibre de Nash** », le but de chacun est de prendre les décisions qui lui sont les plus favorables au regard de ses besoins, mais également en fonction des anticipations établies. Le risque est qu'en se

⁸²DAVID.M. « Courrier International. » (2024, 1^{er} Décembre) Vidéo : *que vaut l'armée nord-coréenne sur le champ de bataille ?* Récupéré de https://www.courrierinternational.com/video/video-que-vaut-l-armee-nord-coreenne-sur-le-champ-de-bataille_224947

basant sur des interprétations erronées, chacun des acteurs prend des dispositions en décalage et/ou disproportionnées à l'égard d'une menace mal identifiée. Peut ainsi en découler **une escalade plus ou moins contrôlée de part et d'autre**.

Ici intervient le « **dilemme du prisonnier** », situation dans laquelle ni l'Ukraine, ni ses soutiens occidentaux, ne sont en contact direct avec la Russie. Les uns et les autres prennent des engagements dénués de sens du point de vue de l'intérêt collectif, mais qui pour autant ont **une valeur ajoutée à l'échelle individuelle**.

b) Mise en perspective dans le cadre du conflit russo-ukrainien

Tableau représentant l'intérêt de chacun sur le plan diplomatique et militaire :

	Cessez-le-feu	Paix	Poursuite de la guerre
Russie			X
Ukraine	X	X	
Etats-Unis	X	X	
France			X
Allemagne	X	X	
Royaume-Uni			X
Pologne + Etats-Baltes			X

Tableau représentant les engagements de chacun quant aux livraisons d'armement et leur utilisation :

	Soutien majeur à l'un des belligérants	Soutien secondaire à l'un des belligérants	Frappes dans la profondeur pour l'Ukraine	Incapacité ou refus de soutenir
Corée du Nord	X		X	
Iran	X		X	
Chine		X		
Etats-Unis	X		X	
France	X		X	
Allemagne	X			
Italie	X			
Royaume-Uni	X		X	
Pologne + Etats-Baltes	X		X	
Corée du Sud				X

c) Conclusions politiques et militaires

Chacun des acteurs peut avoir des désirs et/ou intérêts qui divergent des autres, **même au sein d'une faction**. En ce sens, Washington pousse Kyiv/Kiev vers la table des négociations, tandis que les Européens font valoir leur soutien inconditionnel aux Ukrainiens. En ce qui concerne le domaine militaire, **les décisions des uns peuvent brider l'action des autres, ou bien la stimuler**, comme dans l'exemple de la

France qui, le 13 mars 2023, a livré des AMX-10 RC⁸³ à l'armée ukrainienne dans l'objectif de pousser les autres soutiens occidentaux à agir également en ce qui concerne leurs propres chars⁸⁴.

Il en va de même pour la livraison massive d'armement de la Corée du Nord à destination de la Russie⁸⁵, renforcée par l'envoi présumé de troupes pour directement combattre dans l'oblast de Koursk. **L'escalade en Europe engendre ainsi des effets dans la péninsule coréenne**, Séoul ayant un temps évoqué la possibilité de soutenir militairement l'Ukraine. Pour autant, cette idée a été déboutée le jeudi 28 novembre par le ministre de la Défense Kim Yong-hyun, affirmant que la République de Corée « *travaillera en solidarité avec la communauté internationale* » plutôt que de s'engager directement. Parallèlement, l'Ukraine et la Corée du Sud ont quand-même convenu en avril 2024 d'une enveloppe de 2,1 milliards de dollars⁸⁶, dont le remboursement s'échelonnait sur 20 ans, avec un premier engagement de 100 millions en novembre de cette année.

⁸³ Liste des équipements livrés à l'Ukraine – Mise à jour mai 2024. (2024). Dans *Ministère des Armées*. Consulté le 3 décembre 2024, à l'adresse <https://www.defense.gouv.fr/sites/default/files/ministere-armees/Minist%C3%A8re%20des%20Arm%C3%A9es%20-%20Liste%20des%20%C3%A9quipements%20livr%C3%A9s%20%C3%A0%20l%E2%80%99Ukraine%20%E2%80%93%20Mise%20%C3%A0%20jour%20mai%202024.pdf>

⁸⁴ Bien que l'AMX-10 ne soit pas un char dans sa conception ni-même dans sa doctrine d'emploi

⁸⁵ Fouquet, C. (2024, 6 septembre). *Guerre en Ukraine : la Corée du Nord aurait livré plus de 16.000 conteneurs d'armes à la Russie*. Les Echos. Consulté le 3 décembre 2024, à l'adresse <https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/guerre-en-ukraine-la-coree-du-nord-aurait-livre-plus-de-16000-conteneurs-darmes-a-la-russie-2117360>

⁸⁶ *Ukraine receives USD 100 million in concessional financing from the Republic of Korea to support social services*. (2024, 29 novembre). gov.ua. Consulté le 5 décembre 2024, à l'adresse <https://www.kmu.gov.ua/en/news/ukraina-otrymala-100-mln-pilhovoho-finansuvannia-vid-respubliki-koreia-na-pidtrymku-sotsialnykh-posluh>

ZONE AFRIQUE & EXTENSION DU CONFLIT RUSSO-UKRAINIEN

9. Wagner en Afrique : cinq ans de tueries

M. Malo LE BIHEN

a) Contexte

Le groupe Wagner, une société militaire privée russe, a été créé le 1er mai 2014. Bien qu'il n'ait bénéficié d'aucun statut juridique propre et que les groupes militaires privés soient théoriquement interdits en Russie, il est devenu rapidement un acteur clé de la politique internationale russe. Dès 2014, le groupe intervient dans le conflit du Donbass en Ukraine, puis en Syrie en 2015. Ce n'est qu'en 2018 que Wagner commence à opérer en Afrique, notamment en République centrafricaine (RCA), en Libye à partir de 2019, au Mali en 2022, et enfin au Soudan la même année, devenant un acteur majeur sur le continent. Des mercenaires de Wagner ont pu être présents dans d'autres pays africains, mais les quatre pays précités représentent les principaux théâtres de déploiement du groupe, qui y mène des missions de lutte contre-insurrectionnelle, comme au Mali et en RCA, ou soutient des factions dans le cadre de guerres civiles, comme en Libye et au Soudan. Les activités de l'organisation sont également motivées par l'acquisition de ressources naturelles précieuses, qui servent à financer ses activités.



Yevgeny Prigozhin, fondateur de Wagner, en août 2023 dans un pays africain inconnu. Le Monde.

b) Faits

Comme évoqué précédemment, Wagner mène des opérations armées dans des contextes de guerres civiles, où la multiplicité des acteurs et l'absence de lignes de front claires rendent la conduite des opérations difficile. Dans ces contextes flous, propices à de nombreuses exactions, Wagner se distingue par sa brutalité systématique envers les populations civiles. Dans chacun des quatre pays mentionnés, le groupe a commis des violences graves de façon répétée. Il est impossible de lister l'intégralité de ces

exactions, mais il est pertinent d'évoquer certains des incidents les plus brutaux impliquant Wagner en Afrique au cours des dernières années.

En Libye, lors de la bataille de Tripoli en 2019, Wagner est accusé d'exécutions sommaires et de l'utilisation de mines dans des zones résidentielles, entraînant la mort de plusieurs dizaines, voire de centaines de civils. En Centrafrique, le 16 janvier 2022, après l'occupation du village d'Aïgbado, les mercenaires ont ouvert le feu sur la foule et incendié une partie du village, tuant au moins 65 civils. Au Mali, à la fin du mois de mars 2022, soutenus par l'armée malienne, les mercenaires ont assiégé et pris le contrôle du village de Moura ; une fois en possession du village, ils ont rassemblé les hommes et procédé à des exécutions massives, tuant entre 500 et 600 civils⁸⁷. Les exactions commises par Wagner ne se limitent pas à ses missions de sécurité, mais incluent également des actions visant à prendre le contrôle de mines et de gisements de pétrole. Ainsi, au Soudan, plusieurs attaques contre des mineurs ont fait plusieurs dizaines de morts, dans l'objectif d'acquérir les sites d'extraction⁸⁸.

Dans la plupart de ces cas, des témoignages rapportent des viols systématiques et des tortures infligées par les mercenaires sur les populations civiles.

c) Analyse

Ces massacres ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Un rapport du département d'État américain estime qu'environ 2000 civils ont été tués par Wagner en Afrique entre ses premiers déploiements et août 2023⁸⁹. Cependant, ces données sont à considérer avec précaution et il est pratiquement impossible de fournir une estimation fiable du nombre de victimes civiles du groupe, étant donné l'absence de témoins directs ou de preuves visuelles dans de nombreux cas.

Contrairement aux approches occidentales de la guerre et de la lutte contre-insurrectionnelle, qui cherchent à minimiser les pertes civiles et les dommages collatéraux, Wagner adopte une stratégie brutale qui semble ignorer ces considérations. Le groupe met en place une véritable politique de terreur envers la population, facilitée par le soutien des gouvernements locaux, comme au Mali ou en Centrafrique, ou par l'alliance avec des factions armées, comme en Libye ou au Soudan.

Cependant, cette stratégie ne semble pas améliorer l'environnement sécuritaire et pourrait être contre-productive. Au Mali, depuis l'arrivée de Wagner en 2022, la superficie occupée par les groupes djihadistes a ainsi doublé, tout comme le nombre d'attaques terroristes contre la population ; l'année 2022 a été la plus meurtrière pour les civils maliens depuis le début du conflit.

d) Conclusion et perspectives

Les nombreux crimes de guerre commis par Wagner en Afrique trouvent leur origine dans plusieurs facteurs, dont la politique de recrutement de criminels violents, l'héritage de la culture militaire russe, l'impunité totale, l'absence de cadre juridique et le soutien à des régimes ou factions déjà violents.

⁸⁷ <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20220122-centrafrique-une-op%C3%A9ration-des-faca-et-de-leurs-alli%C3%A9s-russes-suscite-des-interrogations>

⁸⁸ <https://ghostarchive.org/archive/SewEk>

⁸⁹ <https://www.state.gov/les-atrocites-commises-par-le-groupe-wagner-en-afrique-mensonges-et-verite/>

Massacres de villages, tortures, viols et exécutions sommaires marquent chaque déploiement du groupe en Afrique, ses membres s'imposant comme les exécuteurs ou les « croquemitaines » des factions et régimes qu'ils soutiennent.

Il est évident que cette politique de terreur contre la population civile est contre-productive si l'on cherche à mettre fin à une insurrection ou à vaincre une faction armée ennemie. La question mérite donc **d'être posée : la Russie** cherche-t-elle réellement à apporter la sécurité au Mali, en Centrafrique, en Libye ou au Soudan ? En réalité, Moscou a déjà remporté des succès importants en Afrique et, via Wagner et son réseau d'influence, a partiellement succédé à la France dans sa zone d'influence historique au Sahel. Par ailleurs, Wagner a obtenu l'accès à de nombreux gisements d'or, de pétrole et de diamants, consolidant ainsi son pouvoir dans la région et sécurisant ainsi d'importantes ressources économiques. En se rendant indispensable auprès des acteurs locaux, Wagner gagne de plus en plus de liberté d'action pour exploiter les ressources naturelles. Dès lors, évaluer le succès de Wagner en fonction de la violence **qui l'anime et de l'évolution de la situation sécuritaire sur le terrain peut s'avérer être une mauvaise** approche.

10. Le Tchad, entre souveraineté et lutte contre les groupes armés

LCL © E. G.

a) Introduction

Indépendant depuis 1960, le Tchad aurait pu être un des éléments clefs de la stabilité en Afrique centrale et sahélienne. Avec plus de 1 284 000 km², 1700 km du Nord au Sud, des montagnes du Tibesti aux forêts tropicales en passant par le désert et la savane, une largeur de 1000 km, sa taille et sa position le placent au carrefour de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Centrale et en font une plateforme stratégique.

Pays de 17 millions d'habitants, sa capitale, N'Djamena, compte 2 millions d'habitants (12 % de la population mais la moitié de la population urbaine). Il accueille un grand nombre de réfugiés de tous les conflits qui ensanglantent la sous-région (plus d'un million⁹⁰, dont près de 930 000 Soudanais fuyant la guerre civile⁹¹).

Malgré ses propres crises - entouré de pays eux-mêmes en crise (Lybie – Soudan et Sud-Soudan – République Centrafricaine [RCA]) - et / ou en lutte contre des groupes terroristes armés (GAT) dont Boko-Haram⁹², le Tchad peut être vu comme un pays relativement stable.

b) Le Tchad, position stratégique en Afrique

Sa position en fait un pion important sur l'échiquier de la compétition opposant le monde occidental à ses principaux rivaux (Russie – Chine). De nombreux pays cherchent à y étendre leur influence au nom de leurs propres intérêts : les USA avec des forces spéciales (chassées le 5 avril 2024 mais aujourd'hui de retour), des Turcs (pilotes de drones ANKA-S), des Ukrainiens (pilotes de SU-25⁹³) et une présence russe

⁹⁰ Sources ONU et UNHCR

⁹¹ Les Forces armées soudanaises, dirigées par le général Abdel Fattah al-Burhan, sont engagées dans une lutte de pouvoir avec les Forces de soutien rapide, contrôlées par son ancien adjoint, Mohamed Hamdan « Hemedti » Dagalo.

⁹² De son vrai nom : Jamā'at ahl al-sunna li'l-da'wa wa'l-jihād ou JASDJ.

⁹³ Pilotés par un petit contingent d'Ukrainiens qui vit en quasi-isolement à N'Djamena, deux avions Su-25 - 20/04/2021 - Africa Intelligence.

restant à déterminer ; la Russie pousse ses pions dans la région sans se soucier de la nature des régimes politiques et offre un soutien militaire, directement ou indirectement, avec des sociétés militaires privées (SMP) dont la plus connue est Wagner, renommée depuis, selon les pays, *Africa Corps*. Sa présence est importante dans les pays voisins (en Libye, elle soutient le maréchal Haftar, en RCA, le président Faustin Archange Touadéra, au Soudan, le général Burhane⁹⁴ et au Niger, elle propose du matériel militaire et des instructeurs). Alors que les élections législatives approchent, le Tchad a dénoncé le 28 novembre 2024 l'accord de défense signé avec la France et menace de quitter la coalition qui combat Boko-Haram autour du lac Tchad.

c) Le Tchad et la France

Histoire, accords de défense et présence de forces militaires françaises

La présence d'une armée étrangère dans un autre pays n'est pas nécessairement liée à un accord de défense mais à un accord de statut des forces à l'étranger⁹⁵. La présence militaire française n'a pas été permanente comme pourrait le laisser accroire la longue période qui court depuis 1986, début de l'opération Epervier : après l'indépendance, en 1968, le président Tombalbaye sollicite l'aide des troupes françaises et les opérations Bison et Limousin (1969-1972) réussissent à apaiser une partie du pays sans en finir avec la rébellion qui agissait dans le Nord et l'Est. Les troupes françaises quittent le Tchad à l'issue, à l'exception d'un détachement d'assistance militaire qui partira, lui le 27 avril 1975, à la demande du nouveau président, le général Malloum.

En 1976, la France et le Tchad signent un accord de coopération militaire technique, revu en 2019 et en vigueur jusqu'à sa dénonciation toute récente par le Tchad. De 1976 à 2024, l'armée française n'a pas été déployée en permanence au Tchad : après avoir procédé, en 1979 et 1980, à l'évacuation de N'Djamena de plus de 2000 étrangers - en majorité Français, les troupes françaises quittent le pays en 1980, conformément aux accords inter tchadiens signés en 1979. Les opérations Manta⁹⁶ (1983 – 1984), Epervier (1986 – 31 juillet 2014) puis Barkhane (depuis le 1er août 2014)⁹⁷ voient des troupes françaises se déployer pour soutenir les forces tchadiennes contre l'incursion de troupes libyennes, de rébellions soutenues par la Libye ou de groupes armés terroristes ou djihadistes.

⁹⁴ Il arriva à la tête du pays par un coup d'État militaire contre le pouvoir civil en 2021. Les Russes espèrent obtenir une concession de longue durée dans le port de Port-Soudan. Ceci leur assurerait une présence permanente dans la mer Rouge et un accès direct à la RCA.

⁹⁵ Entente juridique entre un pays et une nation étrangère stationnant des forces armées dans ce pays.

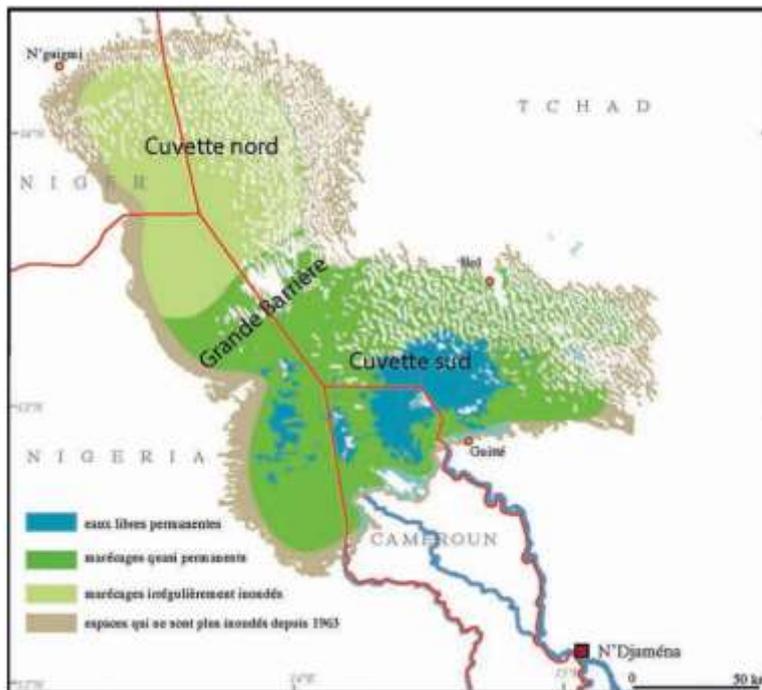
⁹⁶ À l'appel du président Hissène Habré et la France y met fin dès un accord signé.

⁹⁷ Fusion des opérations Epervier et Serval avec son PC principal installé à N'Djamena

d) Le Lac Tchad et la lutte contre les groupes armés terroristes

Actuellement, au Nord, le Tchad fait face à une insurrection des tribus Toubous, rébellion endémique qui a repris de la vigueur depuis la chute du régime de Kadhafi en 2011. La France est intervenue directement au profit de l'armée nationale tchadienne (ANT) en 2019 pour contrer une offensive des tribus venant du sud-libyen.

Au Sud, la situation semble apparemment être sous contrôle en particulier après l'accord signé cette année entre le Tchad et la RCA.



Source : Magrin (2014).

Le Tchad est membre de la commission du bassin du lac Tchad (CBLT) / *Lake Chad Basin Commission* (LCBC) créée en 1964. Son siège est à N'Djaména et l'une de ses prérogatives⁹⁸ est la sécurisation du bassin. Elle comprenait à l'origine les quatre pays bordant le lac : le Tchad, le Niger, le Nigéria et le Cameroun. Depuis, la RCA (1996) et la Libye (2008) l'ont rejointe.

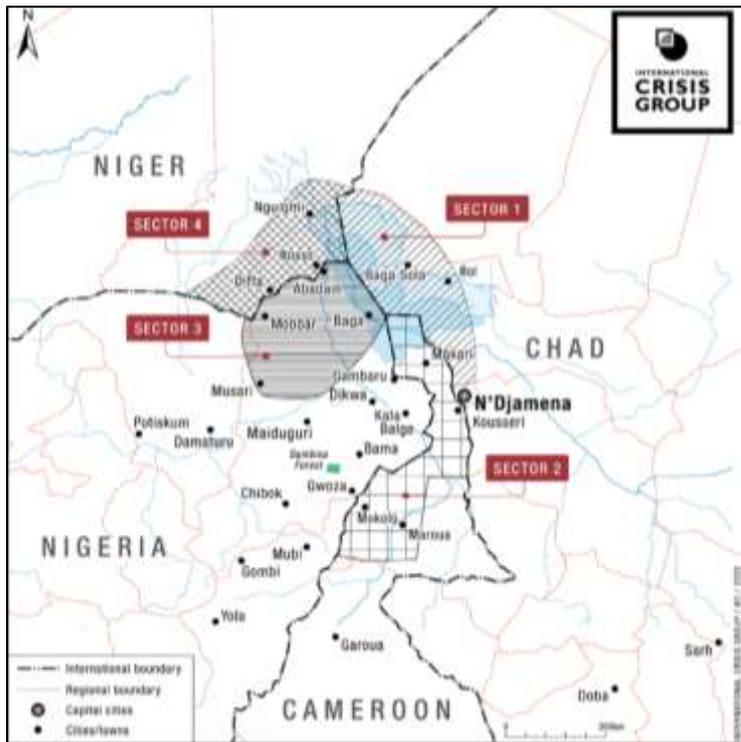
Le lac représente aujourd'hui un bassin de 10 000 km² inondés selon les périodes. Le Chari contribue à 85% de son approvisionnement. Le lac atteignait 25 000 km² en 1950

mais ne s'étend plus que sur 2000 km² dans les années 1970⁹⁹.

La menace que fait peser la criminalité et le grand banditisme dans la région du lac Tchad a conduit la CBLT / LCBC à créer, le 21 mars 1994, la Force Multinationale Mixte (FMM) / Multinational Joint Task Force (MNJTF), composée d'un Quartier Général, initialement localisé à Baga (Nigéria), puis déplacé à N'Djaména et de forces du Cameroun, Niger, Nigéria et Tchad.

⁹⁸ La gestion du lac Tchad et de ses ressources en eau partagées, la préservation des écosystèmes et la promotion de l'intégration, de la paix, de la sécurité et du développement régionaux.

⁹⁹ Crise et développement La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram – AFD – ISBN : 978-2-37902-004-9



Réellement activée à partir de 2012, puis par un accord signé en octobre 2014 incluant le Bénin, la force lutte, avec environ 10 000 soldats, contre le mouvement djihadiste Boko-Haram (et les sous-groupes issus de diverses scissions) **sous l'égide de l'Union Africaine – Conseil Paix et Sécurité** (qui assure le pilotage stratégique).

C'est une coalition *ad hoc* sans **participation de forces de l'ONU** ou de pays occidentaux.

Chaque pays déploie l'équivalent d'une brigade (entre 2 et 3000 soldats par pays) dans son secteur. Les Etats sont autorisés à exercer un droit de poursuite au-delà de leurs propres

frontières. **Dans le secteur 1 de la FMM, l'ANT a son PC à Baga-Sola** et déploie de nombreux postes isolés.

source <https://www.justice.gov/eoir/paqe/file/1292686/dl>

La lutte contre Boko-Haram est devenue depuis 2014 un des soucis du gouvernement tchadien. L'ennemi direct de l'ANT est le *JASDJ-NLC*¹⁰⁰ mais sa fraction historique ou fraction *ISWAP*¹⁰¹ fait des raids contre les postes militaires tchadiens. En 2015, le Tchad et le Niger se sont retirés de la FMM / MNJTF après la destruction de la base de Baga (Nigéria), alors quartier général de la FMM / MNJTF. En 2017, le Tchad avait menacé de se retirer à nouveau alors que l'ANT avait subi un revers. En octobre 2024, le Niger a quitté la force. Le 4 novembre 2024, Boko-Haram ayant détruit le poste tchadien de Barkaram, à la limite avec le Nigéria, le gouvernement tchadien a de nouveau menacé de quitter la FMM / MNJT, reprochant aux autres membres de la force de ne pas le soutenir¹⁰².

e) Conclusion

A la veille d'élections législatives, le 29 décembre 2024, qui peuvent être une période de tension interne, le Tchad reste le point de convergence et d'intérêt de nombreux pays pour surveiller la sous-région. Simultanément, le pays cherche à y protéger ses propres intérêts et conserver une certaine souveraineté.

¹⁰⁰ *Jamaat ahl al Sunna lil dawa wal Jihad-NLC : Northern Lake Chad (véritable nom de Boko Haram)*

¹⁰¹ *ISWAP : Islamic State West Africa Province, affilié à l'Etat islamique*

¹⁰² L'attaque du 4 novembre contre le poste de Barkaram a été meurtrière : le bilan, selon les chiffres officiels, s'élèverait à 49 soldats tchadiens morts, dont le commandant du bataillon. Les autorités tchadiennes ont lancé l'**opération « Haskanite »**, conduite directement par le chef de l'état Déby à partir de Baga Sola, sans la FMM / MNJTF, accusée de ne rien faire. Cette dernière a néanmoins soutenu le Tchad par des moyens aériens.

PRESENTATION D'OUVRAGES

11. « Vers la guerre » de Sébastien Lecornu

M. Titouan MONEL

Publié le 10 octobre 2024, cet ouvrage explique quelles formes revêtent aujourd'hui les conflits et les paradés à mettre en place pour s'en prémunir. La conflictualité se déroule désormais sans déclaration, selon un modèle hybride aux modes opératoires développés par la Russie, comme le traduisent les soulèvements des DOM-TOM ou les cybers attaques subies par des organismes français.

Une accélération et/ou une résurgence de crises cumulatives

Le premier constat émis par le ministre des armées est celui d'un cumul des crises dont l'immédiateté est variable pour la France, du fait de sa distance avec celles-ci. Ensuite, outre l'état des lieux établi sur la situation internationale, il faut dresser celui des capacités militaires et industrielles du pays. Comment relancer une institution qui, pendant trop longtemps, a servi de variable d'ajustement ? Selon l'auteur, il ne suffit pas simplement de réinjecter de l'argent mais également de se poser la question des secteurs d'investissement, du personnel, des compétences à sauvegarder et/ou développer.

Le modèle français ne se compare pas

Il est dangereux de ne faire reposer l'analyse que sur la comparaison. L'armée française est le pur produit de son passé colonial. Un modèle sur-mesure, indépendant, autonome, anticonformiste, opiniâtre. En ce sens, Pierre Messmer, ancien FFL, compagnon de la Libération et ministre des armées sous le président de Gaulle, représente pour l'actuel ministre des armées un modèle car, en pleine guerre d'Algérie, il a imaginé un modèle propre à la France, calqué sur les particularismes de cette dernière.

L'armée est également une affaire politique

Le thème de la Défense doit avoir une place plus importante au sein du débat public et sortir de la confidentialité. L'auteur affirme que l'effort budgétaire pour les armées est considérable mais il évoque des désaccords entre responsables politiques sur ce qu'il faut faire : la place dans l'OTAN ne fait pas consensus, la coopération européenne est sur la sellette pour certains, la dissuasion nucléaire et ses coûts élevés font l'objet d'âpres débats, tandis que les opérations anti-terroristes en Afrique ne sont que très peu comprises : il semble y avoir ceux qui perçoivent les menaces potentielles et les autres. Le manque de clairvoyance, voire l'irréalisme d'aucuns, peuvent amener à des arbitrages en décalage avec l'époque, notamment en termes d'élaboration des lois de programmation militaire (LPM).

Quel format pour la guerre de demain ?

L'auteur affirme que l'histoire de l'Humanité a davantage été marquée par les guerres que par la paix. Pour autant, les dernières années de stabilité ont fortement endormi le grand public face à la notion de risque. Le ministre se questionne ainsi sur le futur format de la guerre, ses dimensions, les acteurs, ainsi

que les changements induits pour les armées. L'armée française a un socle de compétences solides (exemple des RESEVAC au Soudan au printemps 2023 ou encore à Haïti en 2024) mais l'auteur évoque la nécessité de sevrer les armées de leur culture expéditionnaire. Parallèlement, l'armée française redécouvre un format de combat de haute intensité, passant par des entraînements mobilisant des échelons longtemps délaissés, comme en témoigne l'exercice Orion 2023.

Cette montée en compétence répond à une multiplication des environnements conflictuels dont la nature des crises diverge. Conflit interétatique, par proxy, asymétrique, cyber combat ou encore militarisation de l'espace sont autant de scénarios auxquels les armées doivent être préparées. Dans de tels cas de figures, l'auteur prône un modèle qui se doit d'être endurant en personnel et en matériel, mais également technologiquement et budgétairement. Au-delà de la masse, la cohérence est la clé afin d'inscrire les engagements dans la durée, passant par une logistique justement dimensionnée, comme le démontrent les enseignements de la guerre en Ukraine. A cela doit s'ajouter la remontée en puissance du maintien en condition opérationnel (MCO)¹⁰³ des équipements.

La perte de l'état de paix

L'Iran et la Corée du Nord continuent dans leur dynamique de déstabilisation et de montée en puissance sur le plan nucléaire. La Chine pose un véritable problème sécuritaire dans la région indopacifique. Pour ce qui est de la guerre en Ukraine, Moscou a certes été affaibli, le pays étant désormais dépendant de certains de ses alliés mais la Russie va rester sur une posture agressive, ce qui met en danger l'équilibre européen et, de facto, les puissances occidentales qui se retrouvent ainsi dans une « *confrontation* » qui s'inscrira dans la durée.

Un danger d'avantage intérieur que purement militaire

Le ministre des armées tire également la sonnette d'alarme sur la nature des actions dont la nation pourrait être victime. En effet, s'il semble invraisemblable que les chars russes défilent sur les Champs Elysées, le pays est sujet à des déstabilisations relatives à son modèle démocratique : les Russes, notamment, savent pertinemment que les démocraties occidentales vacillent ; pourquoi affronter militairement un adversaire qui s'effondre de l'intérieur ? Cela met en perspective tous les progrès effectués dans le domaine du cyber combat, tout autant que son utilisation potentiellement malveillante dans les secteurs civils et militaires.

Un retour à la période de Guerre Froide ?

L'auteur se pose ainsi la question suivante : sommes-nous de nouveau en Guerre Froide ? Selon lui, oui et non. Dans la nature de l'opposition et par le recours à des *proxies*, il semblerait que le schéma se reproduise. Ceci dit, il n'y a plus la dimension idéologique qui jalonna la Guerre Froide. Par ailleurs, les acteurs eux-mêmes ont évolué : la Chine n'est pas la même que dans les années 1960, tandis que la Russie a changé à bien des égards. Pour leur part, les pays émergents et les BRICS sont désormais pleinement intégrés dans l'économie mondiale.

¹⁰³ A titre d'illustration de ce propos, avoir deux cents chars en parc n'induit pas forcément une disponibilité immédiate pour chacun d'entre eux.

Les constats

Si la rupture qui s'opère est facilement mesurable, pourquoi ne pas se donner les moyens d'y faire face ? Le ministre des armées affirme que l'un des plus grands dangers auquel la France est confrontée est l'image qu'elle a d'elle-même. Selon lui, nombreuses sont les nations dressant un meilleur tableau de l'Hexagone que les Français. Ce doute permanent, qu'il soit politique, économique, idéologique, ou encore sécuritaire rend incertains les jours à venir.

Pour l'auteur, il faut se méfier des nostalgiques pour lesquels tout était mieux avant, tout autant que ceux pour qui le sort de la France est dès à présent scellé. Tout reste à faire, pourvu qu'on cultive l'aptitude à se lancer dans cette aventure de longue haleine. Le réarmement global est lancé mais il n'est pas acquis. A travers les dangers que représentent les crises internationales pour la France, le ministre des armées dresse, en quelque sorte, un bilan de l'instabilité politique et morale du pays et du retard à combler en termes de programmes d'armement.

12. « *How good it is I have no fear of dying* » de Lara Marlow & Yulia Mykytenko

Mlle. Alice MARROC-LATOURE

Yulia Mykytenko, 28 ans, est lieutenant dans l'armée ukrainienne et commande un peloton de reconnaissance composé de 28 hommes, les « *Hellish Hornets* ». Elle a passé une grande partie des huit dernières années sur le front, au combat contre l'envahisseur russe. Mais si le feu est intense, il ne réveille plus toujours Yulia et ses hommes la surnomment « Yulia-qui-dort-parmi-les-bombes ».

Le livre *How Good It Is I Have No Fear of Dying* raconte l'histoire de sa guerre, écrite par l'autrice Lara Marlowe. Elle prend immédiatement le lecteur à témoin pour dire ce que seul un militaire déployé sur le terrain est en mesure de raconter. Pourtant, le ton n'est pas sensationnel, mais pudique et honnête. Et c'est à travers cette écriture froide de l'intime que l'on aperçoit l'héroïsme de guerre et de résistance, le sien, celui de ses proches et de ses hommes.

Le témoignage de Yulia se présente sous la forme d'un journal intime, daté, et présenté dans un désordre temporel qui amène au plus proche d'elle : les carnets du front se mêlent aux souvenirs de l'Euromaidan, puis à ceux de la guerre du Donbass. Il s'agit aussi d'un commentaire de la situation politique et les lecteurs occidentaux découvriront de ce fait les racines de ce qu'ils entendent et lisent depuis près de trois ans. Ainsi, Lara Marlowe et le lieutenant Mykytenko analysent et transcrivent, à ce sujet, les conversations de ceux qui sont au cœur des enjeux de la guerre qu'ils mènent : les soldats.

Car il s'agit avant tout d'un récit de guerre qui en donne, comme du front, une image transformée. Il fait du soldat ukrainien, sorti de son rôle de martyr lointain, un acteur très concret de la défense d'un territoire qui pourrait tout aussi bien être celui de la France. Un hommage profond leur est rendu et, à la fin du livre, ils semblent plus proches.

Pourtant, l'écriture laconique, qui parfois semble presque humoristique, maintient une certaine distance et il est parfois difficile de pénétrer dans son intimité. Résultat : le lecteur n'est pas projeté au centre du chaos guerrier, mais bien dans la tête froide du soldat qui surmonte une épreuve après l'autre. Mais, même si elle n'est pas mise en avant, l'émotion surgit d'elle-même tant le récit semble ne rien chercher que la nécessité de s'exprimer. Par la fierté qu'inspirent Yulia et ses hommes, le lecteur finit par ressentir plus de force que de compassion et le quotidien est décrit de manière si vivante qu'il est assez étrange de revenir dans une réalité où la guerre n'existe pas. **Les conversations avec les civils qui refusent de participer à l'effort de guerre et ne semblent plus croire en la victoire sont particulièrement dures à lire.**

Ainsi, au fur et à mesure des années, le soutien que la société ukrainienne apporte à l'armée n'est plus ressenti de la même façon par Yulia : il est de plus en plus faible. Un mélange de courage et d'amertume se fait ressentir car la défense du Donbass est d'autant plus difficile, qu'elle n'est pas désirée par tous : la fracture du pays transparait et la portée du livre s'élargit.

En effet, le témoignage qu'elle offre n'est pas seulement le sien mais aussi celui d'une famille ukrainienne. Elle a perdu son père, son mari, et sa mère s'occupe des soldats traumatisés. Elle donne à voir le bouleversement d'une génération entière, qui reprend violemment conscience, dès 2014, de son unité nationale. Mais comment décider de s'en remettre aux armes lorsque l'on croit, comme elle, à la protestation non-violente ? « *Presque tout le monde est contre la guerre. Particulièrement ceux qui se battent* », lui répondra Illia, son mari.

Le 24 février 2022, Yulia, vétérane de la guerre du Donbass, décide donc de se porter volontaire. Être désarmée face à l'occupant est son pire cauchemar et, avec d'autres futurs engagés, elle attend jour et nuit dans le centre de recrutement pour se procurer une arme. Yulia n'est pas devenue soldat par obligation mais par passion et ce n'est pas seulement la guerre qu'elle raconte mais aussi sa vocation militaire : elle prend plaisir à parler de ses drones, au centre de son travail, et de son excitation du feu. La guerre est comme la vie : on se trouve rarement au bon endroit au bon moment, et elle déplore de ne pas être au centre des combats, à Marioupol ou à Boutcha. Elle parle de ses stress quotidiens et, sur la ligne de front, elle a souvent plus peur de décevoir un de ses hommes que de marcher sur une mine. Mais son plus grand espoir reste la paix, et ce livre permet de comprendre le dilemme qui existe entre cet espoir et la difficulté de quitter un combat aussi essentiel.

Ainsi, *How Good It Is I Have No Fear of Dying* est particulièrement percutant pour les femmes qui aspirent à rejoindre les forces armées. Yulia assume pleinement les traits qui la distinguent, mais ne s'attarde jamais sur les défis spécifiques qu'elle pourrait rencontrer. Il ne faut pas oublier qu'elle est une femme, mais ça n'a pas d'importance. Elle insiste sur le fait que, malgré les conditions de vie extrêmement difficiles sur le front, elle ne se plaindra jamais devant ses hommes...

Car le ton est très vite donné : le front n'est pas statique, il bouge, et les Russes arrivent lentement, mais inexorablement. La narratrice ne fait d'ailleurs définitivement aucune preuve de compassion envers l'ennemi : sur le front, ce sont les FR (« *fucking Russians* ») et ils sont comparés à une horde de zombies. Cet aspect du texte peut surprendre le lecteur, mais il révèle la perspective du soldat – précisément ce qu'il recherche en lisant un document historique mais unique. Aussi, bien que la haine ne soit certainement pas au cœur de ce témoignage, le soldat russe est l'ennemi à vaincre, et la distinction entre

le gouvernement russe et sa société, si souvent soulignée en Occident, n'est pas le sujet du livre. Yulia ne comprend simplement pas le manque de révolte en Russie et l'assimile à une forme de collaboration.

Cela étant dit, elle critique également l'Occident : les représentations qu'en fait Yulia, OTAN compris, sont assez négatives. Au fur et à mesure de son témoignage, elle se demande même si ses premiers espoirs européens sont, aujourd'hui, encore fondés. Après la déception des livraisons d'armes, tardives et négligeables face aux besoins, vient donc la désillusion : en livrant 31 chars de combat, en septembre 2023, les USA pensaient-ils que les Ukrainiens remporteraient la victoire en une nuit ? Pourtant, même aujourd'hui, l'entrée dans l'OTAN reste, à ses yeux, le seul moyen de garantir la paix ainsi que les réformes qu'elle envisage pour l'armée ukrainienne après la guerre.

Car *How Good It Is I Have No Fear of Dying* est incontestablement un récit patriotique : l'histoire de la vie d'une jeune adulte de la génération éveillée à l'identité ukrainienne et curieuse de tout ce qui la constitue. « *Get away from Moscow* », écrivait déjà le poète Mykola Khvylovy inspirant Yulia : sa lutte doit être le miroir de celle de toutes les figures de la culture ukrainienne mortes depuis le début de la guerre.

Mais Yulia est lucide, et ne craint pas de s'attaquer aux responsables des erreurs commises. Volodymyr Zelensky lui-même n'est pas épargné : si, en 2022, l'armée ukrainienne n'est pas prête à affronter les Russes, c'est aussi parce qu'il n'a pas hésité à faire campagne, en 2019, sur la fin de la guerre du Donbass. Car, bien avant les services américains, ce sont les forces ukrainiennes massées aux frontières qui, sans être réellement entendues, préviennent que les choses commencent à s'échauffer. Les vétérans de la guerre du Donbass n'ont pas oublié ces épisodes, et la mémoire du mouvement « *Non à la capitulation* » est essentielle pour comprendre les soldats d'aujourd'hui. S'ils ont dû combattre leur propre gouvernement pour résister aux Russes, ils n'abandonneront pas maintenant. Yulia a elle-même perdu son père, qui s'est immolé sur la place de l'Indépendance en laissant un dernier message - « Je veux que l'Ukraine soit indépendante », deux ans avant l'invasion à grande échelle par la Russie.

Ainsi, **ce livre est un hommage rendu à son père, aux militants et, avant tout, aux soldats.**

En avril 2024, Yulia demandera finalement la permission de se retirer du village de Zakytne où elle est en poste depuis le début de la guerre. Elle est de plus en plus pessimiste et, pour elle, la reprise des territoires occupés est presque impossible. Mais le courage ne l'abandonne pas : si la fin des combats se fait sans accord, elle utilisera ses économies pour acheter une arme et rejoindra la résistance. « *Les Russes ne sont pas imbattables* » répète-t-elle.

Internet

- @CombatsFuturs
- @CombatsFuturs
- @Commandement du combat futur
- www.terre.defense.gouv.fr/ccf

Intranet

- <https://deftube.intradef.gouv.fr/channels/#ccf>
- <https://portail-federateurs.intradef.gouv.fr/ccf>

Comité de rédaction : CEST/BOC

Rédacteurs : LCL (DR HDR) ENTRAYGUES, LCL INGELET & G., COL ® BARBIE de PREAUDEAU & de La RUELLE, Mlles GEAY & MARROC-LATOIR, MM MONEL, KHAMASSI, WARLETT & LE BIHEN.



Commandement du combat futur
1, place Joffre – Case 53
75007 Paris SP 07